

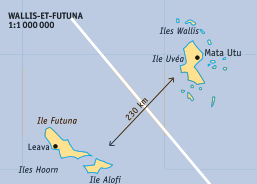
	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>Monnaie fiduciaire</b>							
- Billets	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Pièces	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
<b>Dépôts à vue</b>	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>Total M1</b>	<b>217 625</b>	<b>224 422</b>	<b>246 200</b>	<b>6 797</b>	<b>21 778</b>	<b>3,1 %</b>	<b>9,7 %</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>90 914</b>	<b>100 797</b>	<b>132 798</b>	<b>9 883</b>	<b>32 001</b>	<b>10,9 %</b>	<b>31,7 %</b>
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	392	392		106,6 %
<b>Total M2</b>				<b>3 778</b>	<b>5 4 %</b>	<b>16,5 %</b>	
<b>M3 - M2</b>				<b>2 111</b>	<b>1,2 %</b>	<b>- 14,8 %</b>	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

N°147 - Statistiques au 30/06/2011



## Wallis-et-Futuna

**L'Institut d'émission d'outre-mer** est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

## Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>3</b>
<b>2. La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>7</b>
2.1 La masse monétaire	7
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	7
2.3 La circulation fiduciaire	8
<b>3. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>9</b>
3.1 Les actifs par agent	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>13</b>
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	17
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>18</b>
5.1 Les risques sectoriels	18
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	21
La vulnérabilité des entreprises	22
<b>6. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>24</b>
L'équilibre emplois-ressources	24
<b>7. La monétique et les échanges de valeurs</b>	<b>24</b>
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>26</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
<b>Annexes méthodologiques</b>	<b>28</b>

## 1. Synthèse

### L'évolution conjoncturelle internationale au deuxième trimestre 2011

La croissance de l'économie mondiale s'est ralentie au deuxième trimestre 2011, dans les pays avancés comme dans les pays émergents, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires face aux pressions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La période récente a été marquée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro, le relèvement du plafond de la dette fédérale aux Etats-Unis et l'instabilité des marchés boursiers.

Au deuxième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible, à 1 %, freinée par la hausse des prix de l'énergie, la stagnation de la consommation des ménages, la faiblesse du marché immobilier et les contraintes de consolidation budgétaire.

En Asie, la situation économique du Japon s'est redressée plus rapidement que prévu, malgré le recul du PIB observé au deuxième trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre un plan de reconstruction et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche une croissance plus modérée qu'en 2010, à la suite du resserrement de la politique monétaire visant à enrayer les tensions inflationnistes.

La reprise ne s'est pas confirmée dans la zone euro au cours du deuxième trimestre, fragilisée par la crise de la dette souveraine, avec un ralentissement de la croissance du PIB à 0,2 %. Les conditions économiques se sont détériorées par rapport au premier trimestre, avec le ralentissement de la consommation, le recul de la production industrielle en Allemagne et le comportement attentiste des entreprises sur fond de tensions financières.

Le 21 juillet, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé d'étendre les compétences du Fonds européen de stabilisation (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés – afin notamment de lui permettre d'acheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire et d'aider à la recapitalisation d'établissements financiers. D'autres mesures ont été prises, telles que l'allongement de la durée des prêts et l'application de taux d'intérêts préférentiels. Ces dispositions n'entreront toutefois en vigueur qu'après ratification des parlements nationaux. Une aide supplémentaire de 109 milliards d'euros a été allouée à la Grèce en juillet, à la suite de l'adoption de nouvelles mesures budgétaires, et un assouplissement des conditions a été accordé au Portugal et à l'Irlande. En raison des tensions sur les taux de l'Espagne et de l'Italie, la BCE a repris en août son programme d'achat d'obligations d'Etat (SMP). Les gouvernements italiens et espagnols se sont engagés à adopter la règle de l'équilibre budgétaire, qui pourrait également être adoptée par d'autres pays de la zone Euro.

En matière de politique monétaire, la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur le 7 juillet, pour le porter à 1,5 %, estimant que le nouvel ajustement était nécessaire compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La parité EUR/USD, qui avait enregistré une forte hausse de janvier à avril 2011, s'inscrit en baisse depuis cette date.

Sur les marchés boursiers, l'envolée du cours du pétrole et des matières premières s'est interrompue -hormis celle de l'or- affectée par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique mondiale et les tensions financières en Europe. Durant l'été, les craintes sur l'environnement macroéconomique, la crise des dettes souveraines et son impact sur les comptes des banques européennes ont alimenté l'inquiétude des marchés et entraîné la chute des bourses mondiales, affectant plus particulièrement les valeurs bancaires.

### L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au deuxième trimestre 2011

- Une activité bancaire en décalage avec le climat de reprise économique

L'activité économique de Wallis-et-Futuna, pénalisée au cours du premier trimestre de l'année par des interruptions du fret maritime, s'est redressée au deuxième trimestre dans les secteurs moteurs de l'économie, tels que le BTP et le commerce. Dans ce contexte de reprise économique, l'activité du système bancaire de Wallis-et-Futuna ne présente pourtant pas de signe d'amélioration : la collecte des dépôts s'est repliée, de façon très marquée pour les ménages (-5,1 %) et les entreprises (-4,6 %). On observe également chez les particuliers une forte reprise du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+10,8 %).

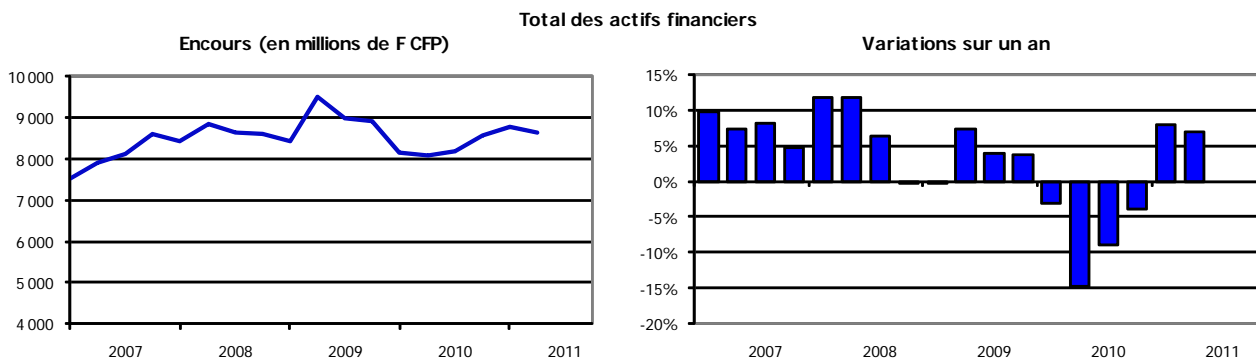
La décroissance de l'activité de crédit, observée depuis septembre 2008, est cependant moins marquée ce trimestre (-0,6 % en encours sain), en raison d'une légère reprise des crédits accordés aux ménages. L'encours brut affiche quant à lui un net repli (-5,9 %), sous l'effet d'un apurement des créances douteuses de la part d'un établissement financier (-24,3 %). Mécaniquement, le niveau des créances douteuses de la place perd 4,3 points, tout en demeurant à un niveau élevé (17,9 %).

La masse monétaire, impactée par une contraction de 10 % des encours de dépôts à vue, enregistre une baisse de 2,6 % sur le trimestre. S'établissant à 6,7 milliards de F CFP au 30 juin 2011, elle demeure cependant supérieure de 19,6 % à son montant observé un an auparavant, toujours en lien avec l'évolution des dépôts à vue sur la même période (+34,1 %).

• **Inflexion des actifs financiers sous l'effet d'une contraction des dépôts à vue**

A fin juin 2011, l'encours des actifs financiers des agents économiques de Wallis-et-Futuna s'établit à 8,6 milliards de F CFP et s'infléchit de 1,6 % sur le trimestre alors qu'il était en progression continue depuis le deuxième trimestre 2010. Cette baisse est imputable à la décroissance brutale de l'activité de collecte sur les comptes à vue (-10 %).

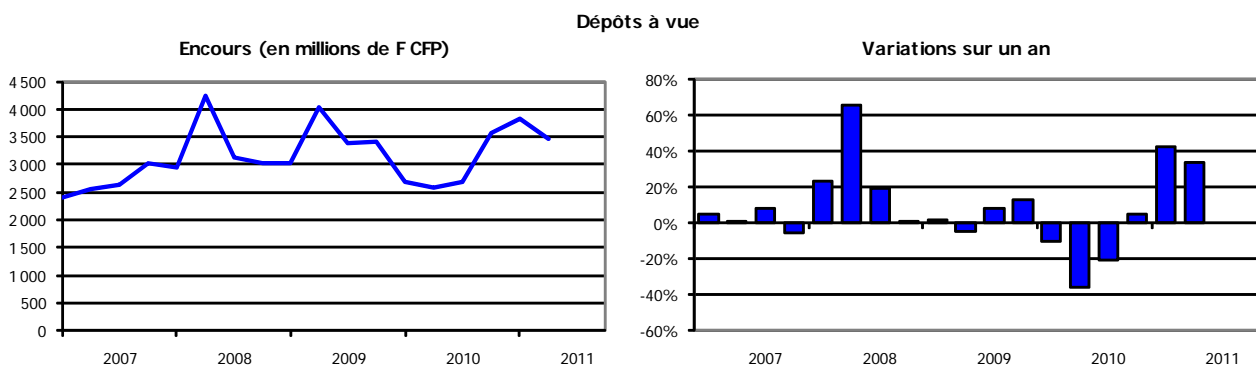
En rythme annuel, les actifs financiers restent favorablement orientés (+6,9 %). Cette évolution tient principalement à la forte augmentation des dépôts à vue des autres agents économiques au cours du quatrième trimestre 2010. Ainsi, les encours de dépôts à vue restent supérieurs de 34,1 % à leur niveau de juin 2010.



*Recul significatif des liquidités des ménages et des entreprises*

Les dépôts à vue s'établissent au 30 juin 2011 à 3,4 milliards de F CFP et représentent 40 % des encours totaux détenus par l'ensemble des agents économiques du Territoire.

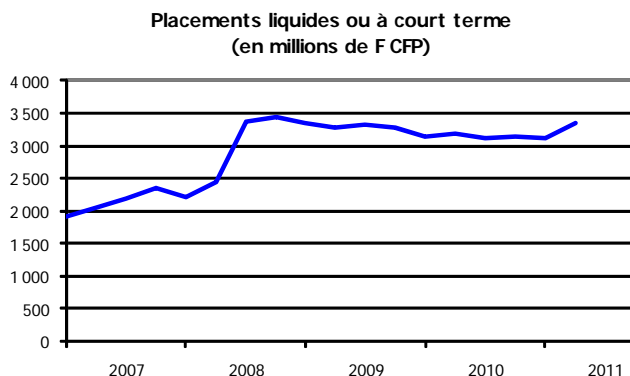
Les liquidités collectées auprès des ménages, détenteurs à 36 % de cette catégorie d'actifs, affichent une baisse trimestrielle de 10,3 %. Elles retrouvent néanmoins leur niveau moyen observé au cours des 4 dernières années. Le ralentissement de la collecte est davantage marqué chez les entreprises, dont l'encours de dépôts à vue chute de 28,1 % sur le trimestre pour s'établir à 830 millions de F CFP. En glissement annuel, leur variation n'est que de -0,9 %.



*Les placements liquides ou à court terme mieux orientés*

Les placements liquides ou à court terme se redressent de 7,5 % par rapport au trimestre précédent et atteignent 3,4 milliards de F CFP (39 % des actifs totaux).

Il semble que des arbitrages aient été réalisés par les entreprises, qui ont profité d'une remontée perceptible des taux du marché monétaire depuis le début de l'année pour affecter une partie de leurs liquidités sur des comptes à terme et des OPCVM monétaires. Leur encours total, 538 millions de F CFP, a été multiplié par 2 au cours du trimestre.



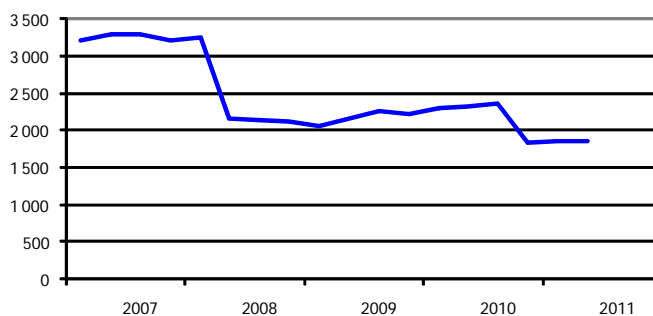
En rythme annuel, la progression de ce type d'actif est plus modérée (+4,6 %), sous l'effet d'une courbe de taux moins favorable jusqu'à fin 2010.

*Un tassement de l'épargne longue depuis le début de l'année*

Avec 1,8 milliards de F CFP, l'épargne à long terme est la catégorie d'actif la plus faiblement représentée (22 %).

Elle est détenue à 57 % par les ménages, principalement sous forme de contrat d'assurance-vie (89 % du total). Le ralentissement du rythme de collecte de l'épargne longue auprès de cette catégorie d'agent, déjà observé au trimestre précédent (+0,9 %), se confirme au 30 juin 2011 avec une progression de 1,5 %, très en deçà du rythme moyen trimestriel de croissance observé au cours des deux dernières années (4,9 %).

**Epargne à long terme  
(en millions de F CFP)**



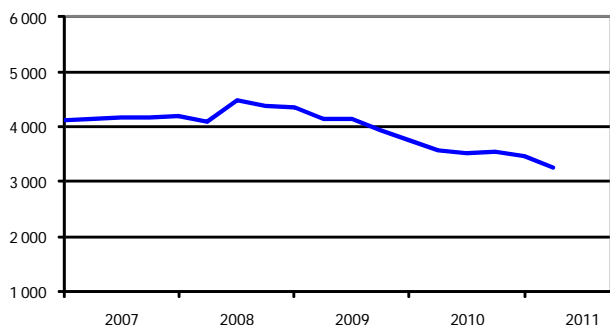
L'épargne longue des administrations publiques reste stable sur le trimestre (-0,1 %), mais accuse une baisse annuelle de 33,3 %. Cette évolution résulte de l'arrivée à échéance, en fin d'année 2010, d'obligations assimilables du Trésor (OAT).

- **Un recul continu des passifs financiers**

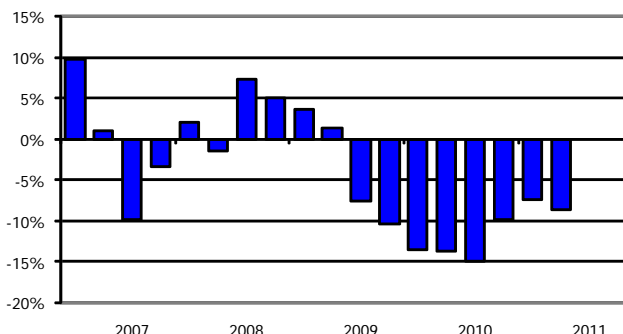
A fin juin 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Wallis-et-Futuna s'élève à 3,2 milliards de F CFP, accusant une baisse de 5,9 % sur le trimestre et de 8,7 % en glissement annuel. Cette décroissance est plus prononcée qu'au trimestre précédent (-1,9 %), à cause d'un apurement de portefeuille ayant provoqué une baisse de 24,3 % du montant des créances douteuses brutes.

**Encours de crédits bruts**

**Encours (en millions de F CFP)**



**Variations sur un an**



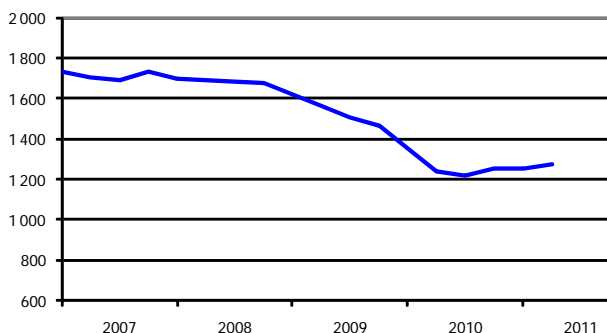
Pour sa part, l'encours sain des agents économiques du Territoire (2,7 milliards au 30 juin 2011) est resté stable sur le trimestre (-0,6 %), mais toujours en déclin en rythme annuel (-4,6 %). Ce maintien s'explique par la reprise de l'activité de crédit auprès des ménages, à l'œuvre depuis juin 2010, tandis qu'on assiste au repli des concours accordés aux entreprises et aux collectivités.

*Une légère reprise des crédits accordés aux ménages*

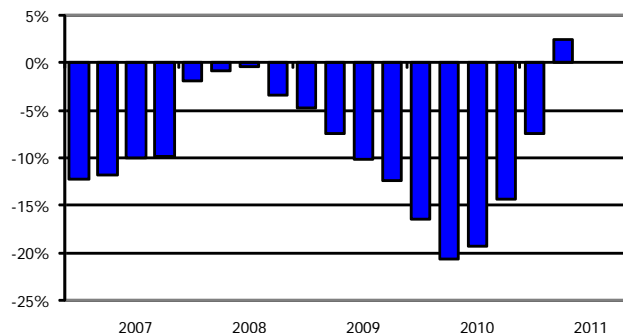
Les concours accordés aux ménages s'élèvent au 30 juin à 1,2 milliards de F CFP (+1,5 % au cours du trimestre). Ils retrouvent pour la première fois depuis 2004, année qui marque l'arrêt des dispositifs de financement à long terme de l'habitat, un taux de croissance annuel positif, même si ce dernier reste peu soutenu (+2,4 %). Les crédits à la consommation, en hausse de 11,6 % en rythme annuel, constituent 72 % de l'endettement des ménages.

**Encours de crédit sain des ménages**

**Encours (en millions de F CFP)**



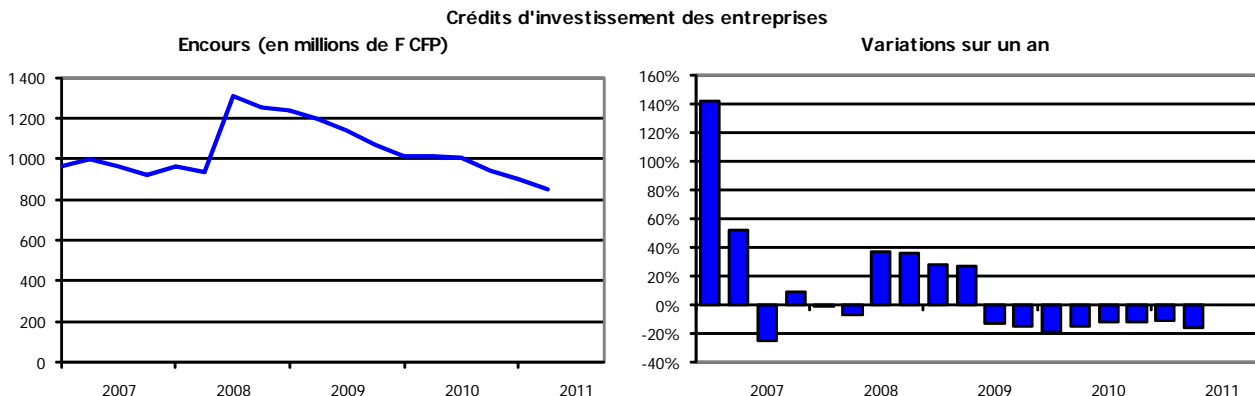
**Variations sur un an**





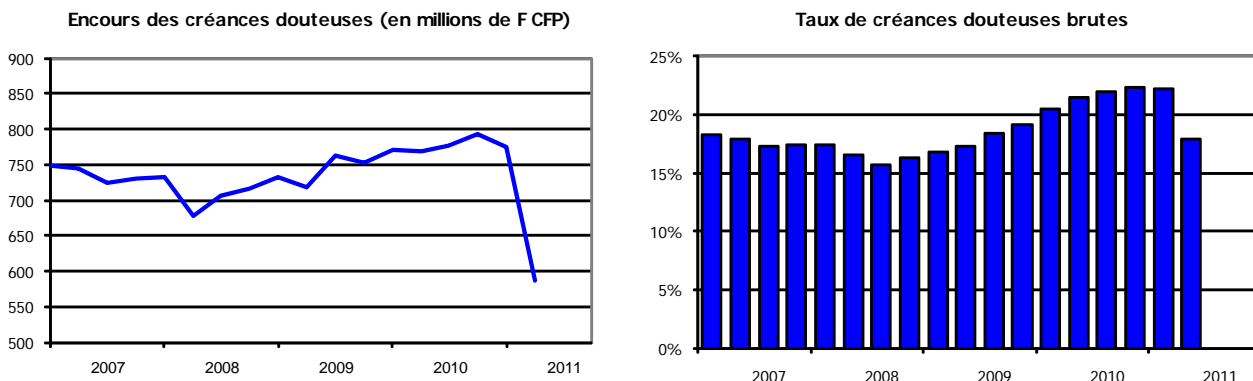
*Le financement bancaire des entreprises toujours en berne*

Au 30 juin 2011, l'endettement des entreprises s'établit à 1 milliard de F CFP, en baisse de 1,7 % sur le trimestre et de 8,7 % sur l'année. Cette évolution reflète le faible rythme d'octroi de crédits d'investissement dont l'encours chute de -5,5 % sur le trimestre et de -16,2 % sur l'année. Les établissements financiers hors zone d'émission détiennent 91 % des encours de crédit d'investissement accordés aux entreprises.



- **Un portefeuille plus sain**

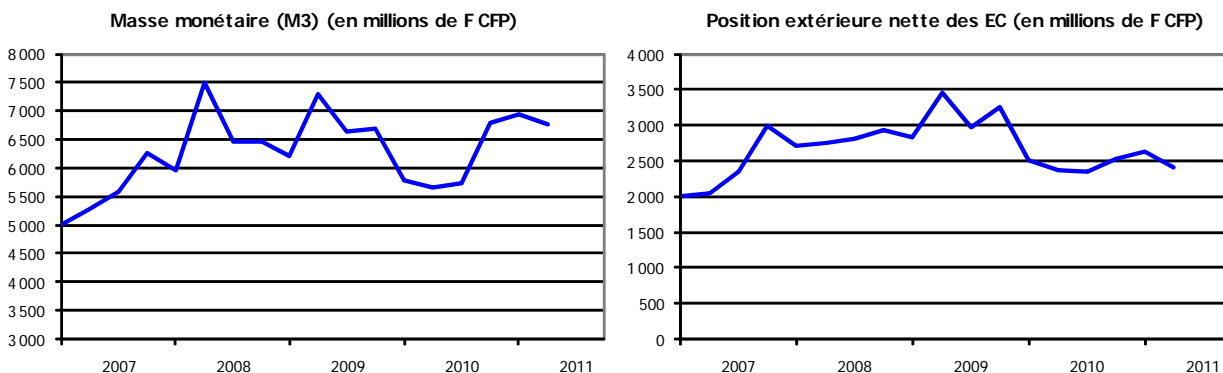
Il est à noter au cours du deuxième trimestre 2011 une baisse importante des créances douteuses du Territoire, qui s'établissent à 586 millions de F CFP. L'assainissement du portefeuille à l'initiative des établissements de crédit, fait chuter de 8 points à 18,6 % le taux de créances douteuses sur le segment des particuliers, mais n'affecte pas le taux de concours douteux des entreprises, qui atteint 23,5 % (+0,4 pt).



- **Contraction de la masse monétaire et de la position extérieure nette des établissements de crédit**

La masse monétaire M3 s'établit à 6,7 milliards de F CFP au 30 juin 2011, soit un recul de 2,6 % sur le trimestre. La baisse des dépôts à vue (-10 %), et dans une moindre mesure des comptes sur livret (-4,1 %), a impacté les deux premières composantes de la masse monétaire, M1 et M2, qui subissent des baisses respectives de 6,3 % et 6,1 %. Néanmoins, la hausse des comptes à terme (+50 %) limite la chute de M3 à 2,6 %. Sur l'année, l'évolution de la masse monétaire reste cependant très forte (+19,6 %).

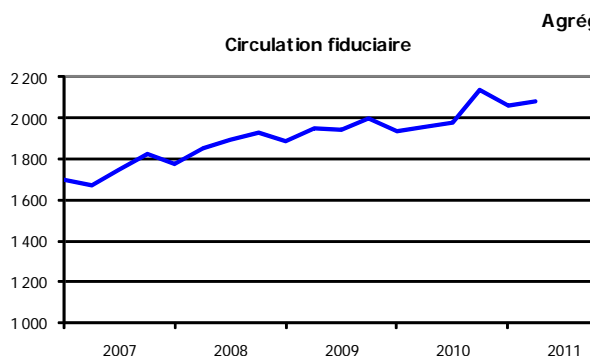
Le différentiel entre la baisse des dépôts collectés (-7,7 %) et des crédits octroyés (-3,3 %) se traduit par une contraction de 9 % de la position extérieure nette des établissements de crédit. Cette dernière s'établit à la fin du trimestre à 2,4 milliards de F CFP.



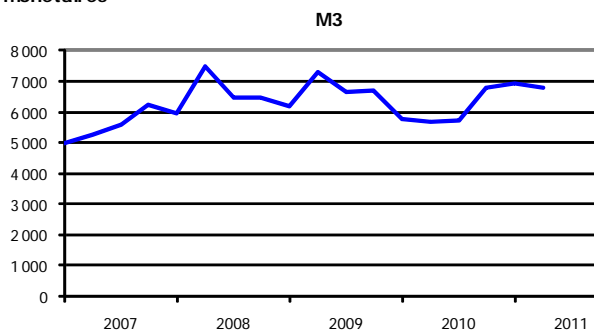
## 2. La masse monétaire et ses contreparties

### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 673	1 849	1 949	1 954	1 975	2 137	2 063	2 079	0,8%	6,4%
<i>Billets</i>	1 674	1 848	1 948	1 953	1 974	2 136	2 063	2 079	0,8%	6,5%
<i>Pièces</i>	-1	1	0	1	1	1	0	0	-133,9%	-107,3%
Dépôts à vue	2 559	4 238	4 038	2 574	2 689	3 581	3 838	3 452	-10,0%	34,1%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 233</b>	<b>6 087</b>	<b>5 986</b>	<b>4 528</b>	<b>4 664</b>	<b>5 718</b>	<b>5 901</b>	<b>5 531</b>	<b>-6,3%</b>	<b>22,1%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>397</b>	<b>388</b>	<b>597</b>	<b>521</b>	<b>543</b>	<b>568</b>	<b>616</b>	<b>590</b>	<b>-4,1%</b>	<b>13,4%</b>
Comptes sur livrets	397	388	597	521	543	568	616	590	-4,1%	13,4%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M2</b>	<b>4 630</b>	<b>6 475</b>	<b>6 583</b>	<b>5 049</b>	<b>5 207</b>	<b>6 286</b>	<b>6 516</b>	<b>6 122</b>	<b>-6,1%</b>	<b>21,2%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>655</b>	<b>1 023</b>	<b>722</b>	<b>617</b>	<b>516</b>	<b>516</b>	<b>435</b>	<b>652</b>	<b>49,9%</b>	<b>5,8%</b>
Dépôts à terme	655	1 023	722	617	516	516	435	652	49,9%	5,8%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Total M3</b>	<b>5 285</b>	<b>7 498</b>	<b>7 305</b>	<b>5 666</b>	<b>5 723</b>	<b>6 802</b>	<b>6 952</b>	<b>6 774</b>	<b>-2,6%</b>	<b>19,6%</b>
<b>P1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
<b>M3+P1</b>	<b>5 285</b>	<b>7 498</b>	<b>7 305</b>	<b>5 666</b>	<b>5 723</b>	<b>6 802</b>	<b>6 952</b>	<b>6 774</b>	<b>-2,6%</b>	<b>19,6%</b>

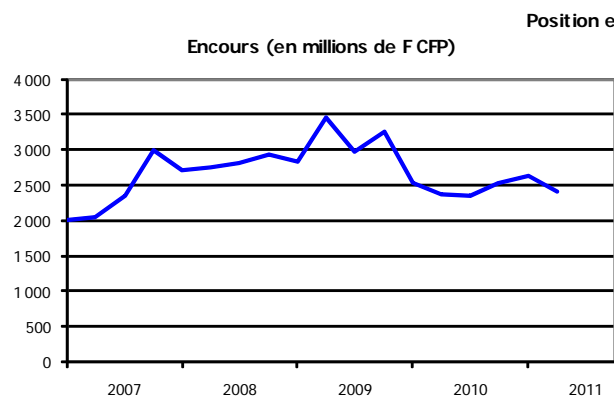


Agrégats monétaires

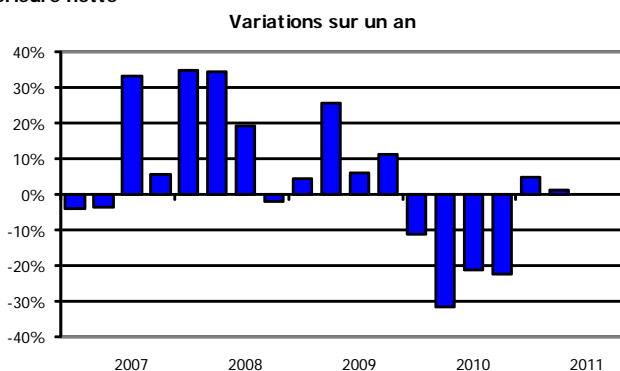


### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>4 923</b>	<b>5 932</b>	<b>6 740</b>	<b>6 705</b>	<b>6 264</b>	<b>6 482</b>	<b>6 135</b>	<b>5 907</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-11,9%</b>
Institut d'émission	2 642	2 935	3 021	3 989	3 581	3 740	3 314	3 292	-0,7%	-17,5%
Etablissements de crédit	2 281	2 997	3 719	2 717	2 683	2 742	2 821	2 616	-7,3%	-3,7%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>773</b>	<b>1 956</b>	<b>856</b>	<b>683</b>	<b>639</b>	<b>1 243</b>	<b>1 410</b>	<b>1 508</b>	<b>7,0%</b>	<b>120,8%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-411</b>	<b>-390</b>	<b>-291</b>	<b>-1 723</b>	<b>-1 179</b>	<b>-923</b>	<b>-593</b>	<b>-642</b>	<b>8,2%</b>	<b>-62,7%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 361	1 469	1 441	1 181	1 204	1 298	1 325	1 277	-3,6%	8,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 772	1 860	1 732	2 904	2 383	2 221	1 918	1 919	0,1%	-33,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	582	605	610	584	584	585	587	590	0,4%	1,0%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	100	96	90	94	94	95	96	92	-4,4%	-2,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	236	245	261	348	336	212	182	213	16,8%	-38,8%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	855	914	771	1 878	1 369	1 329	1 052	1 024	-2,6%	-45,4%
<b>Total M3</b>	<b>5 285</b>	<b>7 498</b>	<b>7 305</b>	<b>5 666</b>	<b>5 723</b>	<b>6 802</b>	<b>6 952</b>	<b>6 774</b>	<b>-2,6%</b>	<b>19,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>2 045</b>	<b>2 752</b>	<b>3 458</b>	<b>2 368</b>	<b>2 347</b>	<b>2 530</b>	<b>2 639</b>	<b>2 402</b>	<b>-9,0%</b>	<b>1,4%</b>



Position extérieure nette

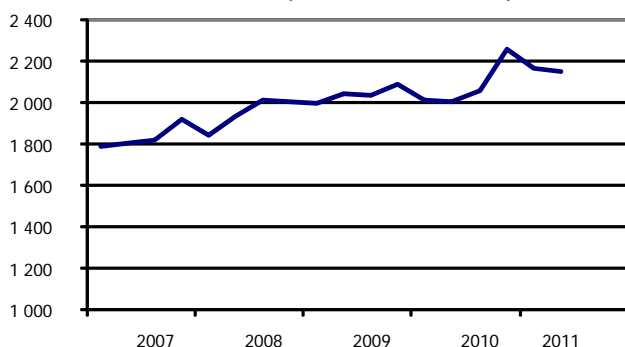




2.3 La circulation fiduciaire

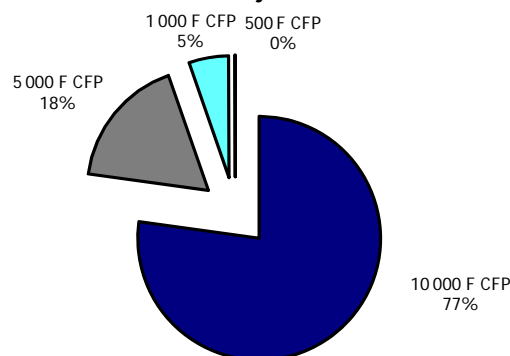
Emissions de billets									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>293 282</b>	<b>327 015</b>	<b>343 869</b>	<b>337 192</b>	<b>342 127</b>	<b>366 230</b>	<b>346 556</b>	<b>352 497</b>	1,7%	4,5%
10 000 F CFP	143 395	150 315	157 922	153 702	158 202	174 902	168 805	166 208	-1,5%	8,1%
5 000 F CFP	55 505	64 949	69 725	72 494	73 699	79 102	75 208	75 317	0,1%	3,9%
1 000 F CFP	93 215	103 780	109 724	109 559	108 889	112 790	106 604	113 733	6,7%	3,8%
500 F CFP	1 167	7 971	6 498	1 437	1 337	- 564	- 4 061	- 2 761	-32,0%	-292,1%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 805</b>	<b>1 936</b>	<b>2 041</b>	<b>2 009</b>	<b>2 059</b>	<b>2 257</b>	<b>2 169</b>	<b>2 151</b>	-0,8%	7,1%
10 000 F CFP	1 434	1 503	1 579	1 537	1 582	1 749	1 688	1 662	-1,5%	8,1%
5 000 F CFP	278	325	349	362	368	396	376	377	0,1%	4,0%
1 000 F CFP	93	104	110	109	108	113	107	114	6,7%	4,3%
500 F CFP	1	4	3	1	1	- 0	- 2	- 1	-32,0%	-291,9%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur (en millions de F CFP)



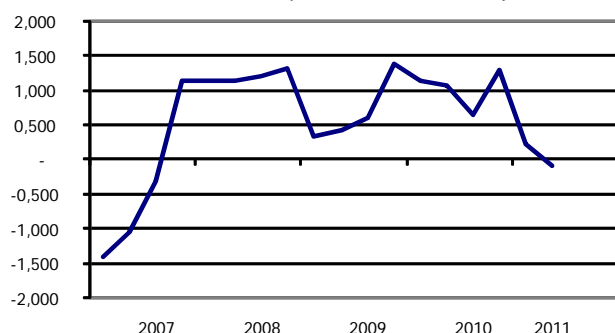
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin juin 2011



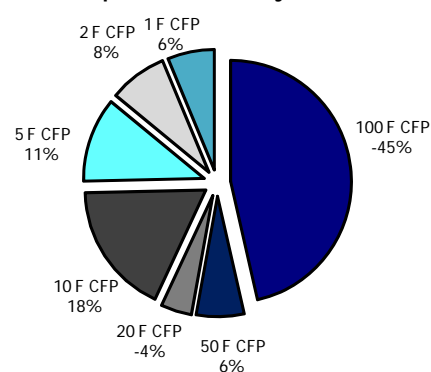
Emissions de pièces									Variation	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>705 203</b>	<b>823 785</b>	<b>874 346</b>	<b>955 161</b>	<b>970 889</b>	<b>1 000 151</b>	<b>977 250</b>	<b>995 250</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,2%</b>
100 F CFP	-31 437	-17 133	-24 615	-22 624	-26 876	-23 131	-30 131	-33 881	12,4%	49,8%
50 F CFP	7 899	12 409	9 638	12 324	10 824	12 821	9 571	9 321	-2,6%	-24,4%
20 F CFP	-18 154	-10 157	-11 670	-10 698	-10 698	-8 452	-15 202	-14 952	-1,6%	39,8%
10 F CFP	82 270	99 267	106 210	119 195	123 693	131 688	126 187	129 237	2,4%	8,4%
5 F CFP	88 072	118 856	132 792	151 976	157 973	162 764	160 364	165 564	3,2%	8,9%
2 F CFP	217 277	235 270	250 742	268 743	273 730	278 229	278 229	282 729	1,6%	5,2%
1 F CFP	359 276	385 273	411 249	436 245	442 243	446 232	448 232	457 232	2,0%	4,8%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>-1,055</b>	<b>1,147</b>	<b>0,426</b>	<b>1,065</b>	<b>0,655</b>	<b>1,290</b>	<b>0,227</b>	<b>-0,080</b>	<b>-135,2%</b>	<b>-107,5%</b>
100 F CFP	-3,144	-1,713	-2,461	-2,262	-2,687	-2,313	-3,013	-3,388	12,4%	49,8%
50 F CFP	0,395	0,620	0,482	0,616	0,541	0,641	0,478	0,466	-2,5%	-24,4%
20 F CFP	-0,363	-0,203	-0,233	-0,214	-0,213	-0,169	-0,304	-0,299	-1,6%	39,7%
10 F CFP	0,823	0,993	1,062	1,192	1,236	1,316	1,261	1,292	2,5%	8,4%
5 F CFP	0,440	0,594	0,664	0,760	0,789	0,813	0,801	0,827	3,2%	8,8%
2 F CFP	0,435	0,471	0,501	0,537	0,547	0,556	0,556	0,565	1,6%	5,1%
1 F CFP	0,359	0,385	0,411	0,436	0,442	0,446	0,448	0,457	2,0%	4,8%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur (en millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2011

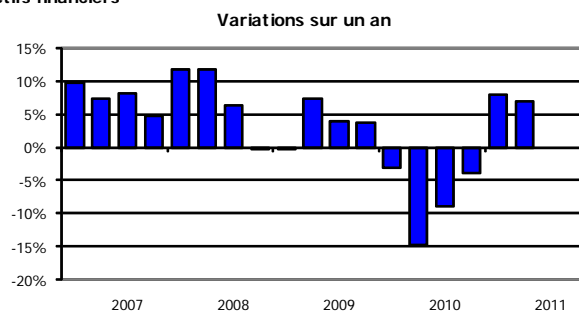
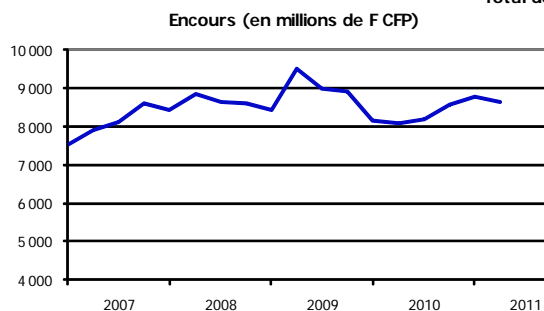


### 3. Les avoirs financiers des agents économiques

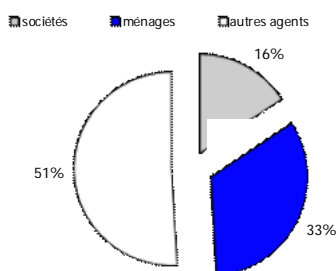
#### 3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	1 344	1 790	2 574	1 292	1 302	1 678	1 434	1 368	-4,6%	5,9%
<b>Dépôts à vue</b>	793	1 159	2 108	837	922	1 307	1 154	830	-28,1%	-0,9%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	370	485	334	287	189	371	280	538	92,3%	87,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	370	485	334	287	189	371	280	538	92,3%	87,3%
<i>dont comptes à terme</i>	364	475	316	287	189	371	280	538	223,9%	9,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	6	10	17	0	0	182	182	223	22,2%	
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne à long terme</b>	180	146	133	167	192	0	0	0		
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ménages</b>	2 524	2 982	2 882	2 909	2 990	2 856	3 036	2 882	-5,1%	-0,9%
<b>Dépôts à vue</b>	1 277	1 408	1 286	1 235	1 271	1 227	1 369	1 228	-10,3%	-0,6%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	507	768	782	729	751	597	627	598	-4,6%	-18,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	380	373	584	498	521	548	568	540	-4,9%	8,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	380	373	584	498	521	548	568	540	-4,9%	8,6%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	127	395	198	232	230	49	59	58	-1,3%	-75,0%
<i>dont comptes à terme</i>	33	270	126	50	48	49	59	58	-1,3%	14,9%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	94	125	73	181	182	0	0	0		-100,0%
<b>Epargne à long terme</b>	740	807	814	945	968	1 032	1 041	1 056	1,5%	11,8%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	25	14	12	13	15	14	14	15	5,9%	13,6%
<i>OPCVM non monétaires</i>	110	85	50	68	69	96	104	111	6,7%	62,6%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	606	708	752	863	883	921	923	930	0,8%	7,7%
<b>Autres agents</b>	4 050	4 079	4 040	3 895	3 888	4 034	4 328	4 408	1,8%	13,2%
<b>Dépôts à vue</b>	489	1 670	644	502	496	1 046	1 315	1 394	6,1%	177,9%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	1 185	1 196	2 172	2 182	2 180	2 178	2 205	2 208	0,1%	1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	17	15	13	23	22	20	48	50	5,4%	117,8%
Placements indexés sur les taux du marché	1 168	1 182	2 159	2 159	2 159	2 159	2 158	2 158	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	257	279	280	279	279	279	279	279	0,0%	0,1%
<b>Epargne à long terme</b>	2 376	1 212	1 223	1 211	1 211	809	808	806	-0,3%	-33,5%
<b>TOTAL</b>	7 918	8 851	9 496	8 096	8 180	8 567	8 798	8 657	-1,6%	6,9%
<b>Dépôts à vue</b>	2 559	4 238	4 038	2 574	2 689	3 581	3 838	3 452	-10,0%	34,1%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	2 062	2 449	3 288	3 198	3 120	3 146	3 112	3 344	7,5%	4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	397	388	597	521	543	568	616	590	-4,1%	13,4%
Placements indexés sur les taux du marché	1 665	2 061	2 692	2 678	2 577	2 578	2 496	2 753	10,3%	2,8%
<b>Epargne à long terme</b>	3 296	2 165	2 170	2 323	2 371	1 841	1 849	1 862	0,7%	-19,9%

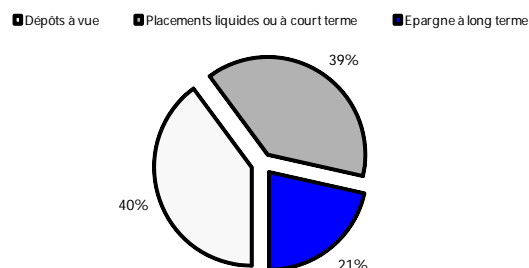
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique juin-11



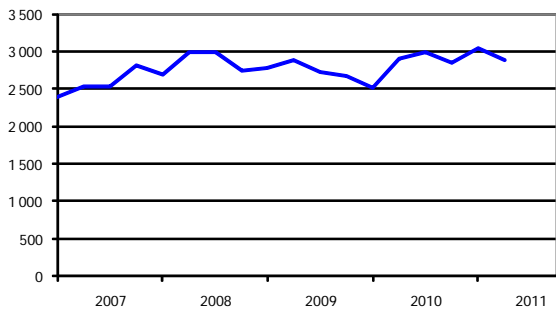
Répartition des actifs financiers par nature juin-11



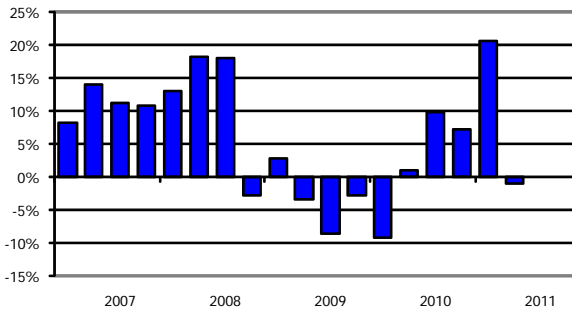
*Les avoirs des ménages*

Total des actifs financiers des ménages

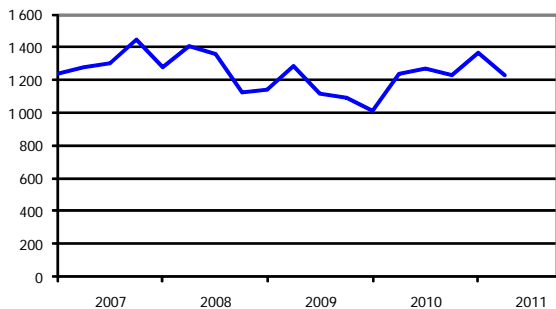
Encours (en millions de F CFP)



Variations sur un an

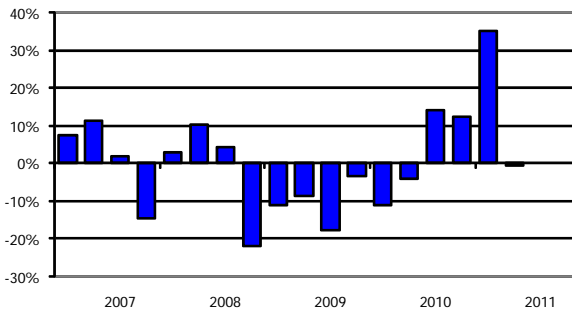


Encours (en millions de F CFP)

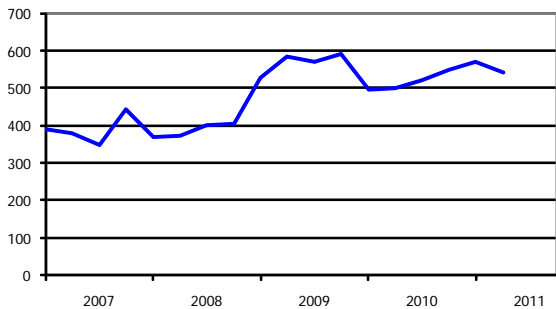


Dépôts à vue

Variations sur un an

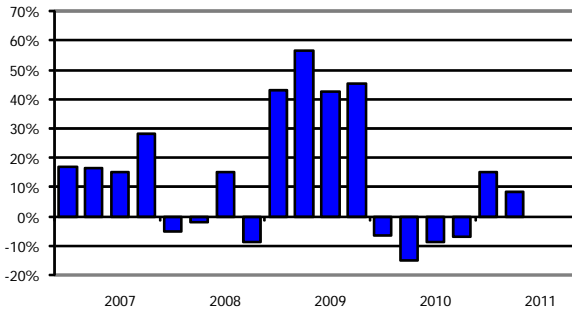


Encours (en millions de F CFP)

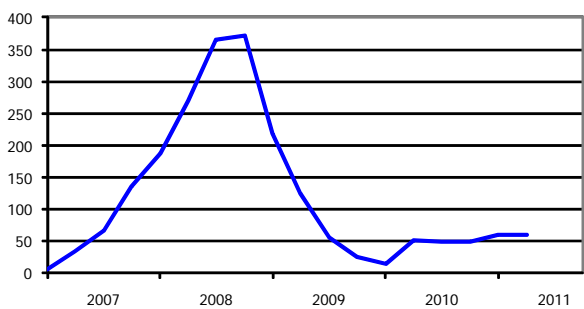


Livrets ordinaires

Variations sur un an

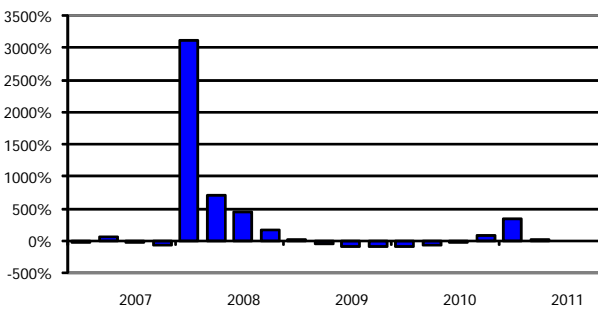


Encours (en millions de F CFP)

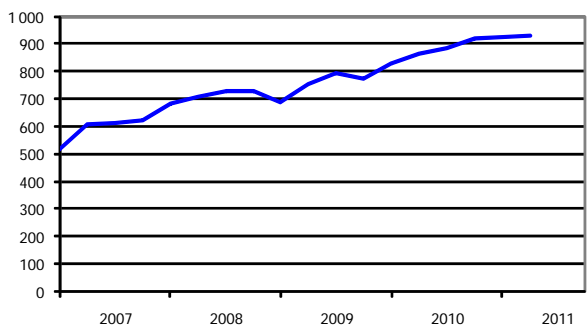


Dépôts à terme

Variations sur un an

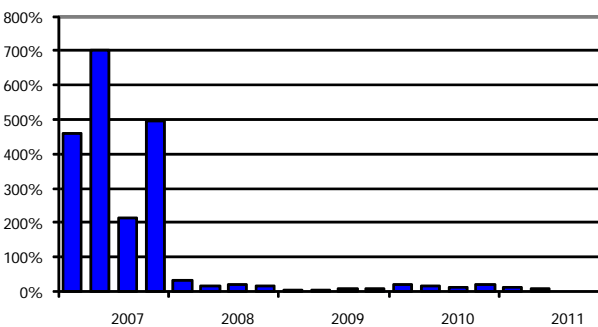


Encours (en millions de F CFP)



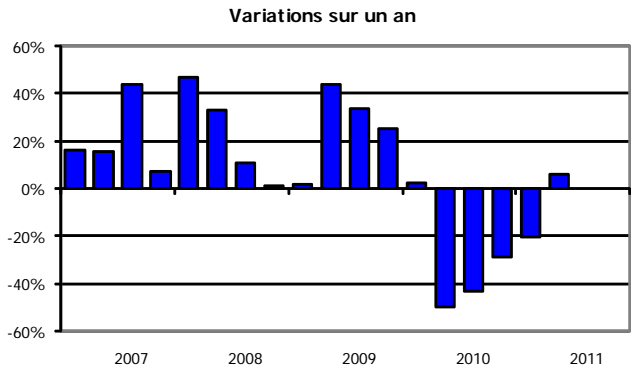
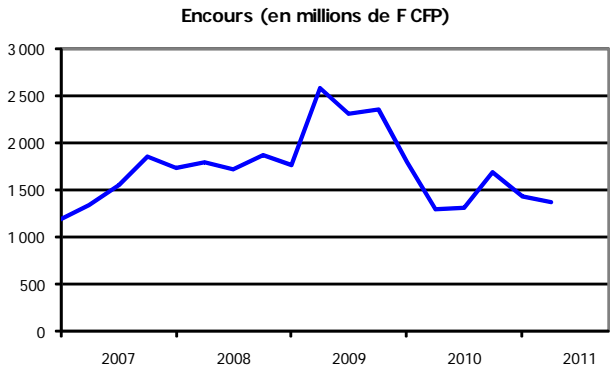
Contrats d'assurance-vie

Variations sur un an

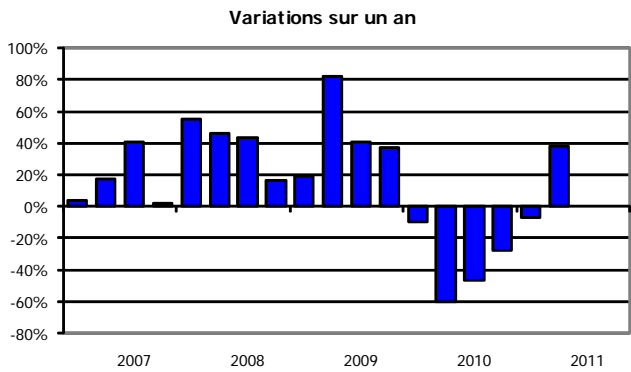
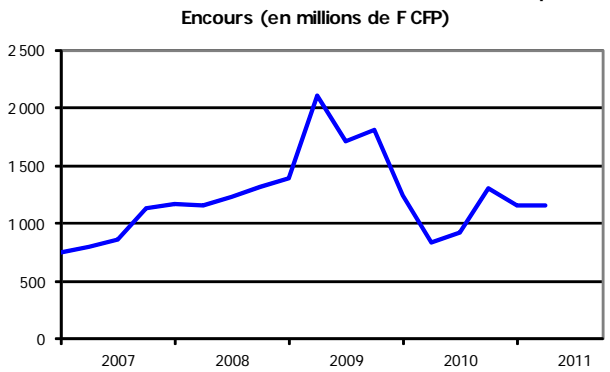


*Les avoirs des sociétés*

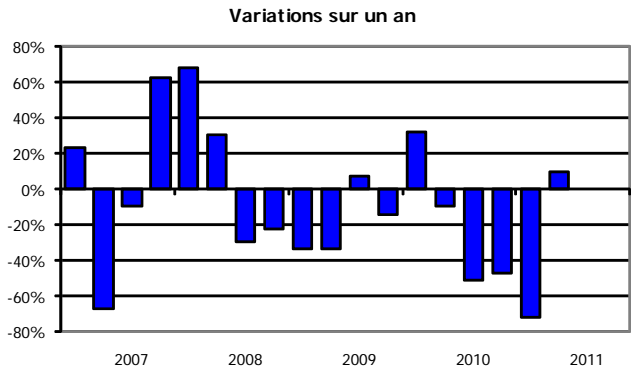
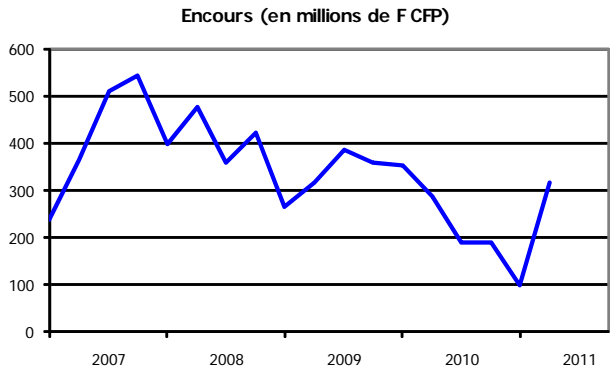
**Total des actifs financiers**



**Dépôts à vue des sociétés**



**Dépôts à terme**

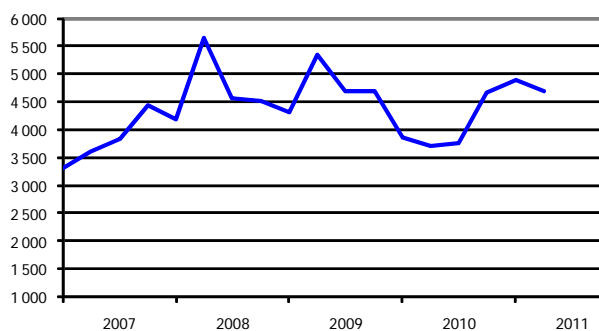


3.2 Les actifs par nature

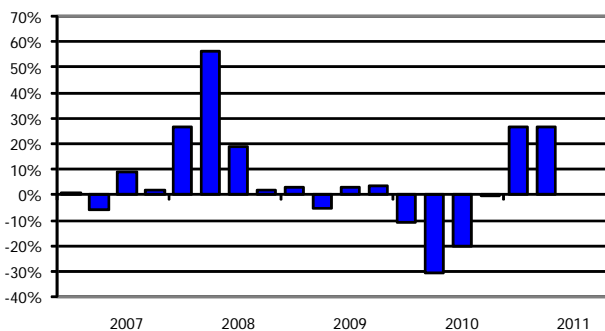
Actifs par nature	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	3 611	5 649	5 356	3 712	3 748	4 665	4 888	4 695	-4,0%	26,5%
Dépôts à vue	2 559	4 238	4 038	2 574	2 689	3 581	3 838	3 452	-10,0%	34,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	397	388	597	521	543	568	616	590	-4,1%	13,4%
<i>Livrets ordinaires</i>	397	388	597	521	543	568	616	590	-4,1%	13,4%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Dépôts à terme</b>	655	1 023	722	617	516	516	435	652	49,9%	5,8%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne HZE</b>	4 307	3 203	4 140	4 384	4 432	3 902	3 910	3 963	1,4%	-9,6%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	25	14	12	13	15	14	14	15	5,9%	13,6%
<i>Obligations</i>	1 499	1 358	1 356	1 379	1 403	809	808	806	-0,3%	-41,6%
<i>OPCVM monétaires</i>	1 010	1 038	1 970	2 061	2 061	2 062	2 061	2 101	2,0%	2,0%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 167	85	50	68	69	96	104	111	6,7%	62,6%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	606	708	752	863	883	921	923	930	0,8%	7,7%
<b>TOTAL</b>	<b>7 918</b>	<b>8 851</b>	<b>9 496</b>	<b>8 096</b>	<b>8 180</b>	<b>8 567</b>	<b>8 798</b>	<b>8 657</b>	<b>-1,6%</b>	<b>6,9%</b>

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

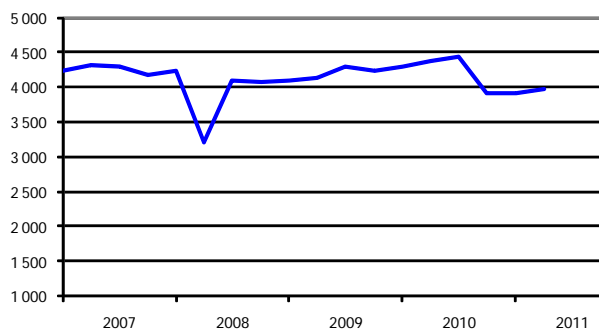


Variations sur un an

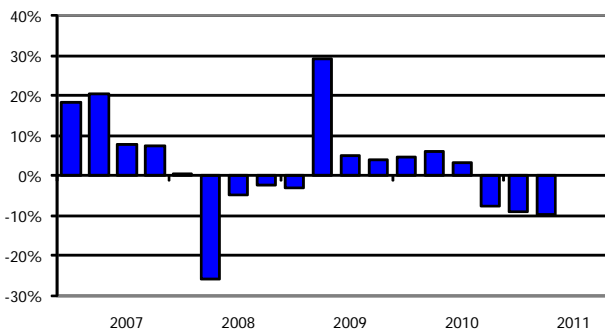


Epargne HZE

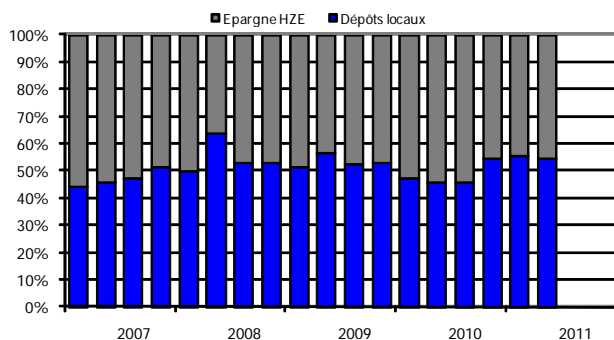
Encours (en millions de F. CFP)



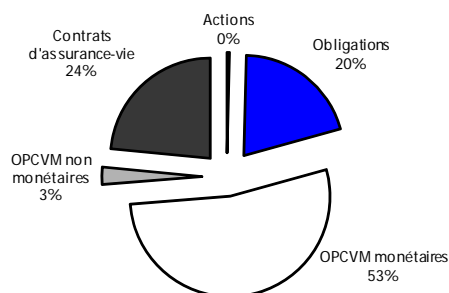
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE juin-11

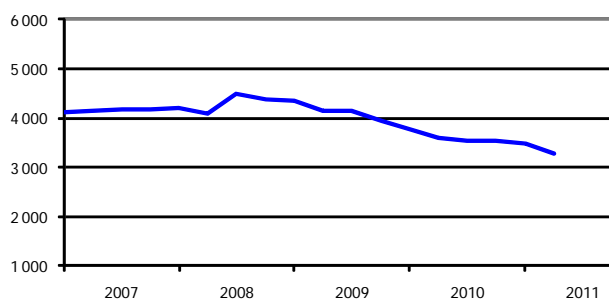


## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

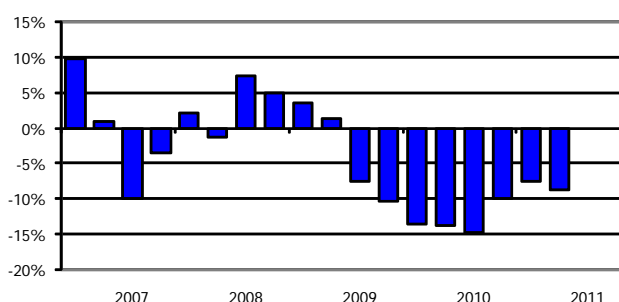
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 228,</b>	<b>1 169,</b>	<b>1 380,</b>	<b>1 132,</b>	<b>1 116,</b>	<b>1 092,</b>	<b>1 051,</b>	<b>1 033,</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-8,7%</b>
Crédits d'exploitation	196	200	166	66	64	103	112	146	30,6%	120,2%
<i>Créances commerciales</i>	0	0	0	0	0	0	0	82		
<i>Crédits de trésorerie</i>	29	17	16	0	0	0	0	0		
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	3	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	167	184	149	66	64	103	112	64	-42,9%	-3,6%
Affacturation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	1000	935	1193	1011	1002	943	896	847	-5,5%	-16,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1000	935	1193	1011	1002	943	896	847	-5,5%	-16,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	28	31	24	70	71	66	75	68	-9,4%	-2,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	2	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	30	34	22	54	50	46	42	39	-7,4%	-27,6%
<b>Ménages</b>	<b>1 703,</b>	<b>1 690,</b>	<b>1 563,</b>	<b>1 242,</b>	<b>1 219,</b>	<b>1 255,</b>	<b>1 253,</b>	<b>1 272,</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,4%</b>
Crédits à la consommation	891	1012	995	823	846	893	911	919	0,8%	11,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	873	993	978	801	826	872	890	896	0,6%	11,8%
Comptes ordinaires débiteurs	17	19	17	22	19	21	21	23	9,9%	5,2%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	797	672	565	418	374	363	341	353	3,3%	-15,7%
Autres crédits	16	6	4	0	0	0	0	0		
<b>Collectivités locales</b>	<b>445,</b>	<b>403,</b>	<b>365,</b>	<b>341,</b>	<b>322,</b>	<b>306,</b>	<b>306,</b>	<b>289,</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-15,1%</b>
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	445	403	365	341	322	306	306	289	-5,4%	-15,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	445	403	365	341	322	306	306	289	-5,4%	-15,1%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>30,</b>	<b>153,</b>	<b>123,</b>	<b>100,</b>	<b>96,</b>	<b>98,</b>	<b>94,</b>	<b>92,</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-7,9%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>3 406,</b>	<b>3 415,</b>	<b>3 432,</b>	<b>2 814,</b>	<b>2 754,</b>	<b>2 751,</b>	<b>2 703,</b>	<b>2 686,</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-4,6%</b>
Créances douteuses brutes	744	677	718	769	777	792	774	586	-24,3%	-23,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	351	315	316	330	335	338	327	293	-10,5%	-11,3%
<i>dont entreprises</i>	251	231	216	214	209	207	206	202	-2,2%	-5,7%
<i>dont ménages</i>	100	82	96	116	126	131	121	91	-24,6%	-21,5%
Provisions	392	363	402	439	442	454	447	293	-34,4%	-33,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 149,</b>	<b>4 093,</b>	<b>4 150,</b>	<b>3 583,</b>	<b>3 531,</b>	<b>3 544,</b>	<b>3 477,</b>	<b>3 272,</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-8,7%</b>
Taux de créances douteuses	17,9%	16,6%	17,3%	21,5%	22,0%	22,4%	22,3%	17,9%	-4,3 pt	-3,5 pt
Taux de provisionnement	52,8%	53,5%	55,9%	57,1%	56,9%	57,3%	57,7%	50,0%	-7,7 pt	-7,0 pt

Encours (en millions de F CFP)

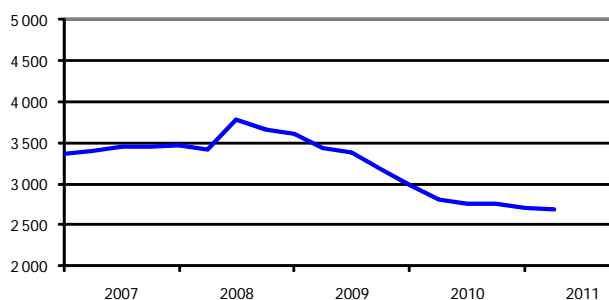


Encours de crédit brut

Variations sur un an

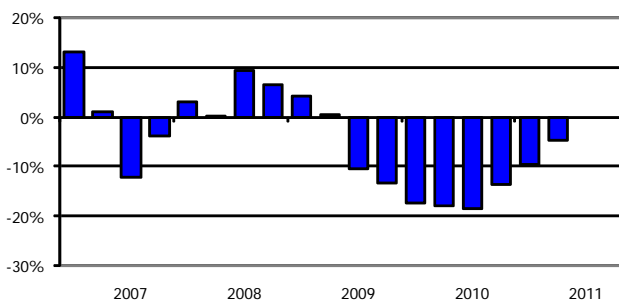


Encours (en millions de F CFP)



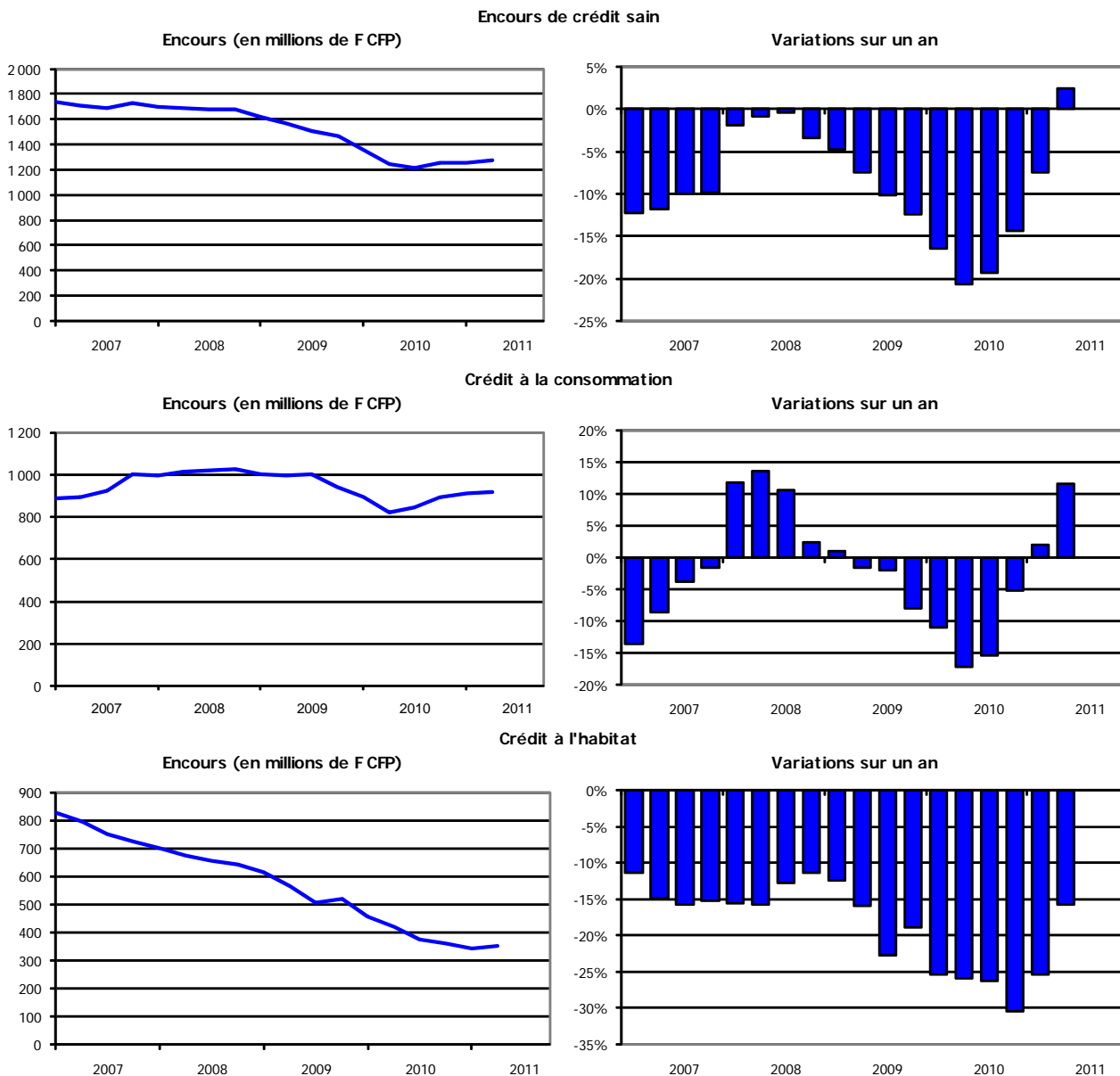
Encours de crédit sain

Variations sur un an

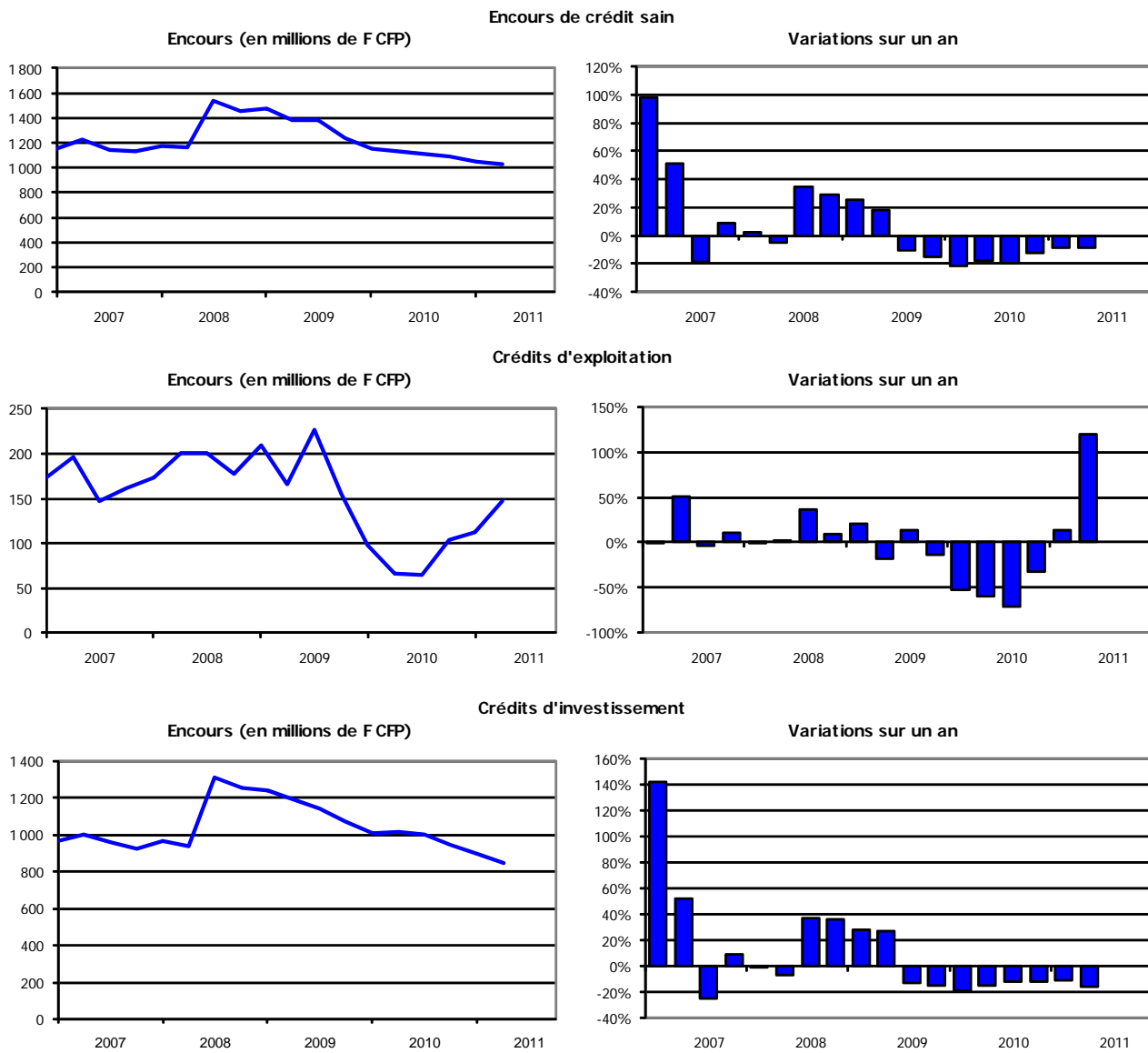




*L'endettement des ménages*



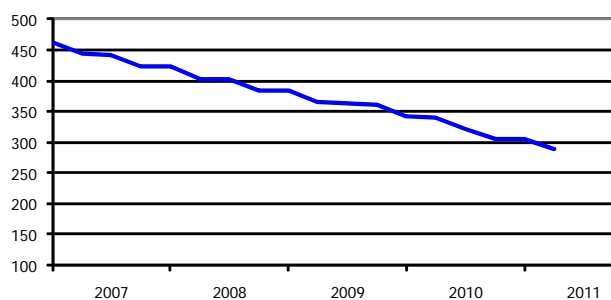
*L'endettement des entreprises*



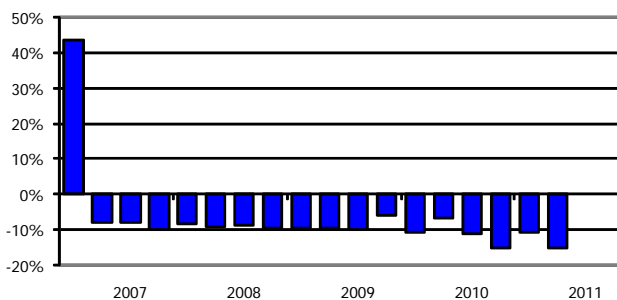
*L'endettement des collectivités locales*

**Encours de crédit sain**

Encours (en millions de FCFP)

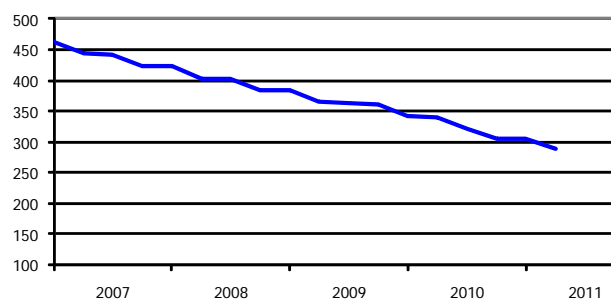


Variations sur un an

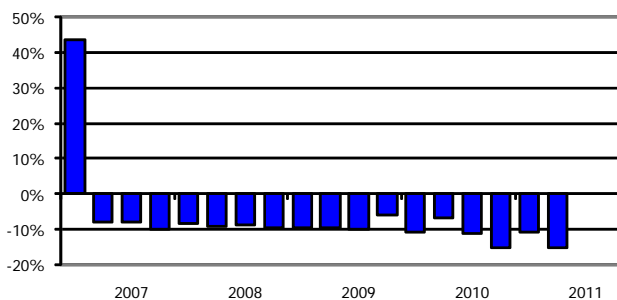


**Crédits d'investissement**

Encours (en millions de FCFP)



Variations sur un an

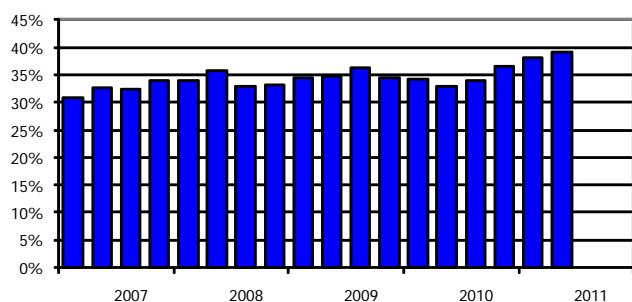


4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

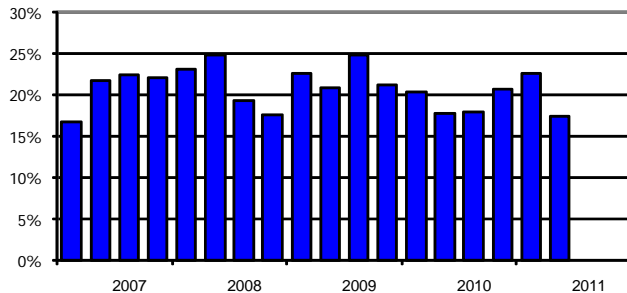
Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
<b>Entreprises</b>	<b>266</b>	<b>291</b>	<b>287</b>	<b>201</b>	<b>200</b>	<b>226</b>	<b>238</b>	<b>180</b>	<b>-24,4%</b>	<b>-10,6%</b>	
Crédits d'exploitation	167,	184,	163,	60,	64	101	110	64	-41,7%	6,3%	
Créances commerciales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits de trésorerie	0,	0,	16,	0,	0	0	0	0			
dont entrepreneurs individuels	0	0	3	0	0	0	0	0			
Comptes ordinaires débiteurs	167,	184,	147,	60,	64	101	110	64	-41,7%	6,3%	
Affecturage	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	69,	74,	102,	87,	86	80	86	77	-10,7%	-11,7%	
Crédits à l'équipement	69,	74,	102,	87,	86	80	86	77	-10,7%	-11,7%	
dont entrepreneurs individuels	28	26	20	65	67	63	71	64	-9,8%	-2,0%	
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Autres crédits	30,	34,	22,	54,	50	46	42	39	-7,4%	-27,6%	
<b>Ménages</b>	<b>958,</b>	<b>1 071,</b>	<b>1 054,</b>	<b>880,</b>	<b>899</b>	<b>958</b>	<b>974</b>	<b>988</b>	<b>1,5%</b>	<b>12,2%</b>	
Crédits à la consommation	891,	1 012,	995,	823,	846	893	911	919	0,8%	11,6%	
Crédits de trésorerie	873,	993,	978,	801,	826	872	890	896	0,6%	11,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	17,	19,	17,	22,	19	21	21	23	9,9%	5,2%	
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	68,	59,	59,	57,	54	66	62	69	10,7%	21,1%	
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
<b>Collectivités locales</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits de trésorerie	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Comptes ordinaires débiteurs	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits à l'équipement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0			
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>30,</b>	<b>10,</b>	<b>4,</b>	<b>3,</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>-4,5%</b>	<b>295,7%</b>	
<b>Total encours sain</b>	<b>1254</b>	<b>1372</b>	<b>1345</b>	<b>1084</b>	<b>1103</b>	<b>1198</b>	<b>1225</b>	<b>1180</b>	<b>-3,6%</b>	<b>8,8%</b>	
Créances douteuses brutes	106,	97,	96,	97,	101	100	100	97	-3,2%	0,4%	
Créances douteuses nettes	7,	1,	6,	3,	7	5	4	5	26,0%	94,4%	
dont entreprises	1	0	0	0	0	0	0	0			
dont ménages	6	1	6	3	7	5	4	5	27,6%	95,4%	
Provisions	100,	96,	90,	94,	94	95	96	92	-4,4%	-2,3%	
<b>Total encours brut</b>	<b>1 361,</b>	<b>1 469,</b>	<b>1 441,</b>	<b>1 181,</b>	<b>1 204,</b>	<b>1 298,</b>	<b>1 325,</b>	<b>1 277,</b>	<b>-3,6%</b>	<b>8,1%</b>	
Taux de créances douteuses	7,8%	6,6%	6,7%	8,2%	8,4%	7,7%	7,6%	7,6%	0,0 pt	-0,6 pt	
Taux de provisionnement	93,5%	99,0%	93,6%	97,3%	93,0%	94,6%	95,9%	94,7%	-1,2 pt	-1,3 pt	

Parts de marché des établissements de la zone d'émission

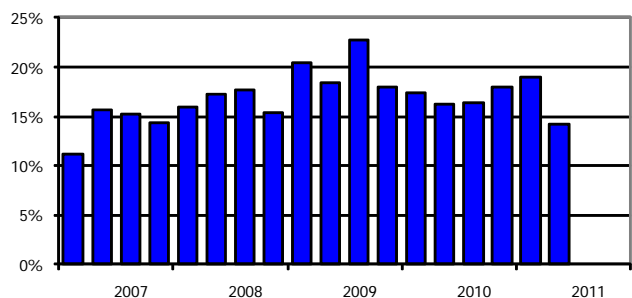
Encours de crédit brut total



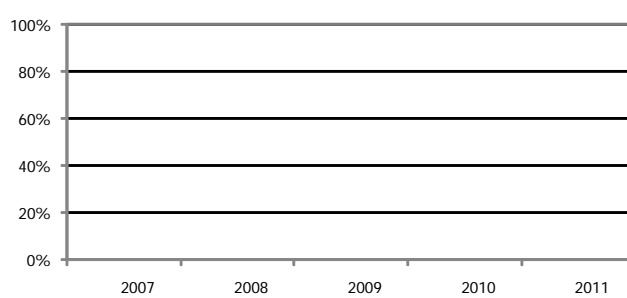
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



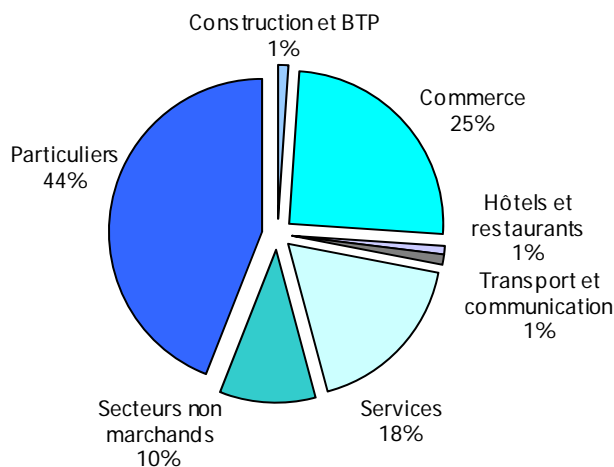
Encours de crédit aux collectivités locales



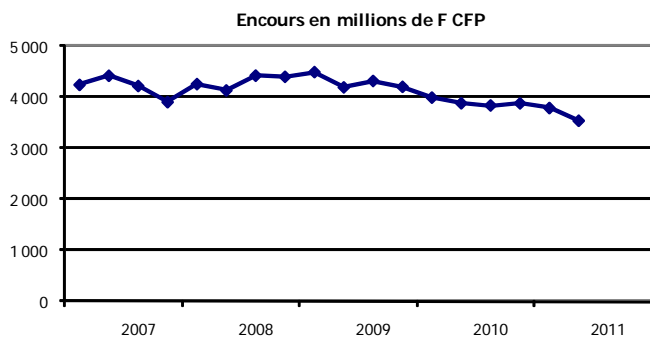
## 5. Les engagements bancaires

### 5.1 Les risques sectoriels

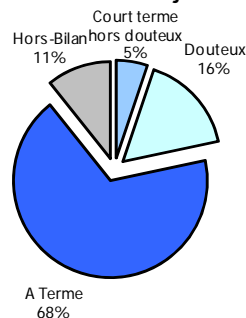
Répartition des risques sectoriels au 30 juin 2011



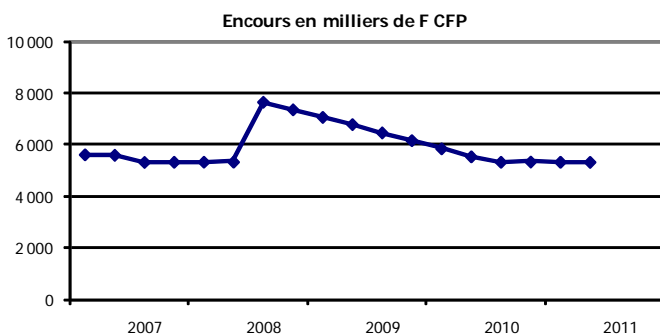
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



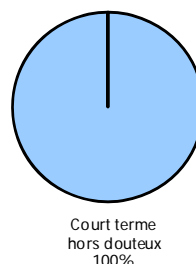
Structure en % au 30 juin 2011



Agriculture, élevage et pêche



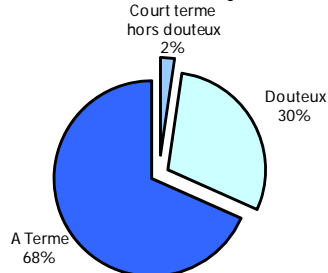
Structure en % au 30 juin 2011



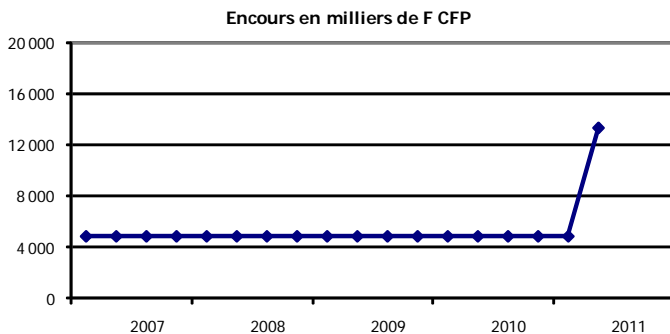
Industries



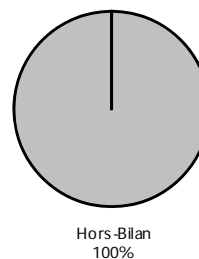
Structure en % au 30 juin 2011



*Production d'électricité, d'eau et de gaz*



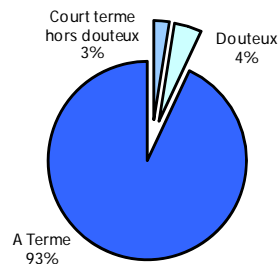
Structure en % au 30 juin 2011



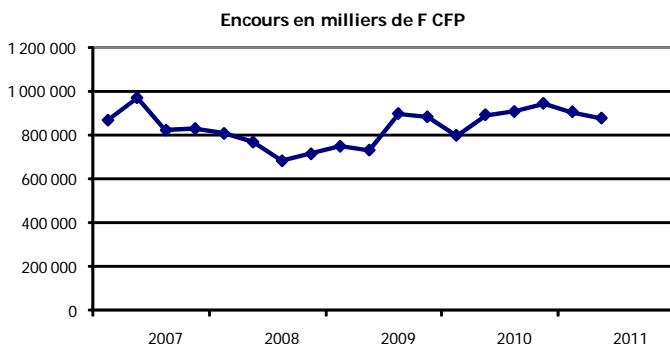
*Construction et BTP*



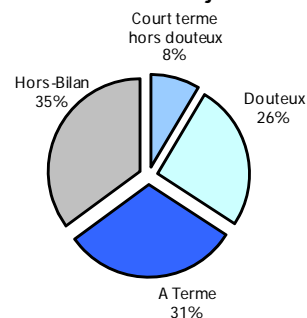
Structure en % au 30 juin 2011



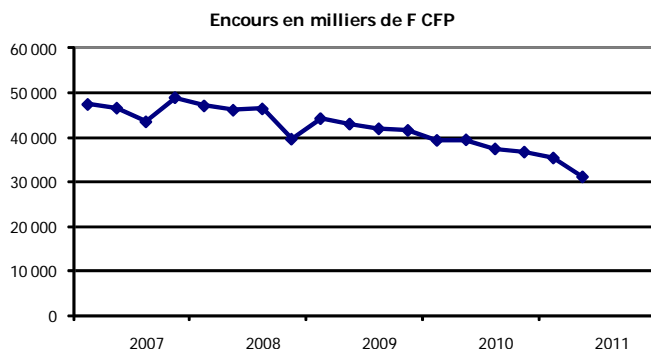
*Commerce*



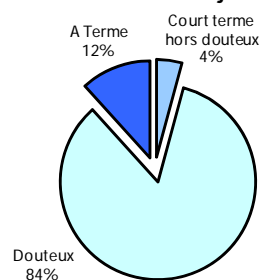
Structure en % au 30 juin 2011



*Hôtels et restaurants*

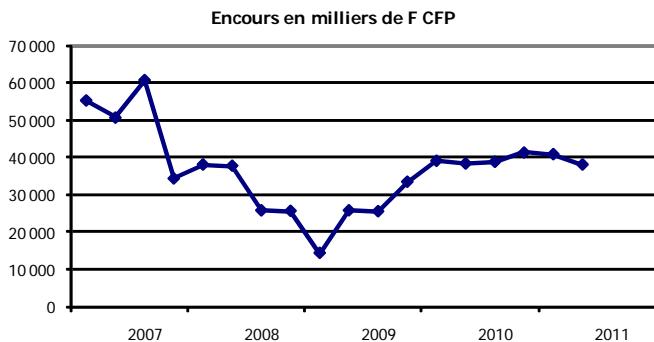


Structure en % au 30 juin 2011

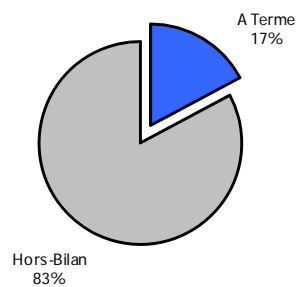




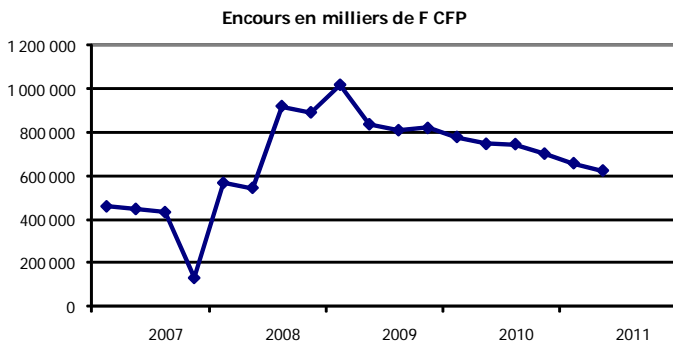
*Transport et communication*



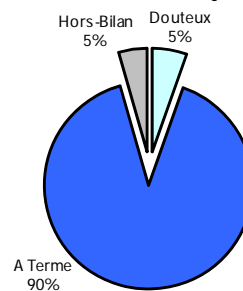
Structure en % au 30 juin 2011



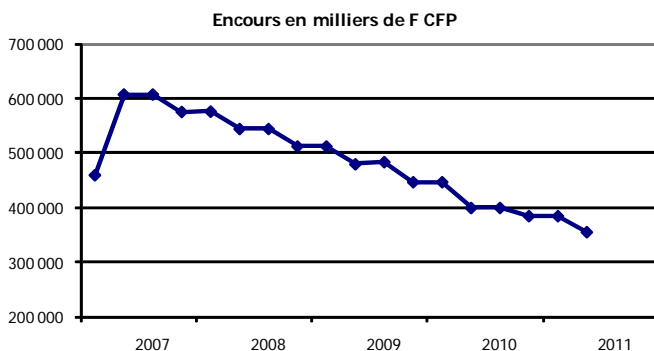
*Services*



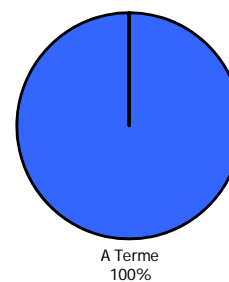
Structure en % au 30 juin 2011



*Secteurs non marchands*

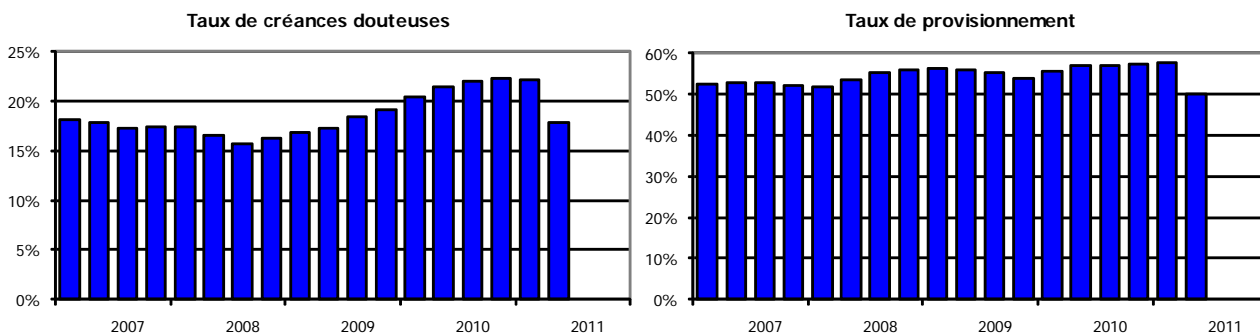


Structure en % au 31 juin 2011



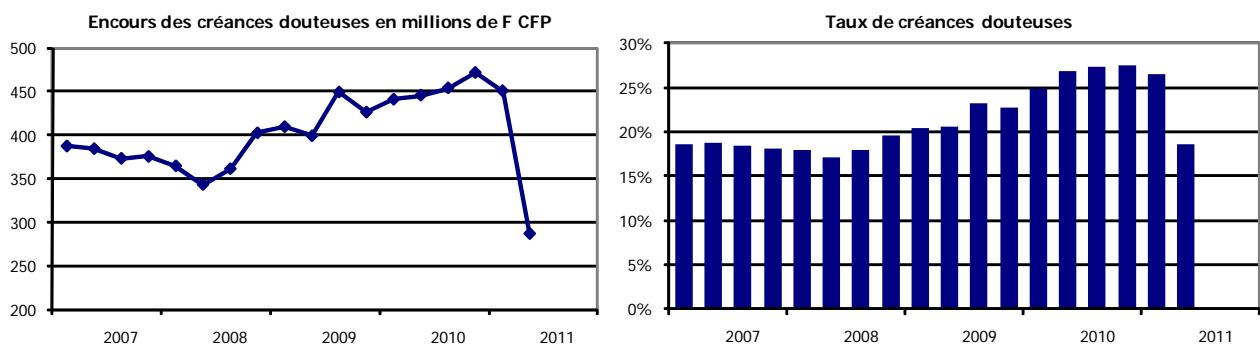
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

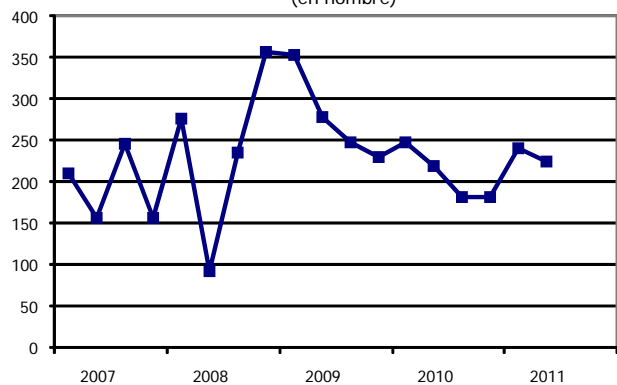


La vulnérabilité des ménages

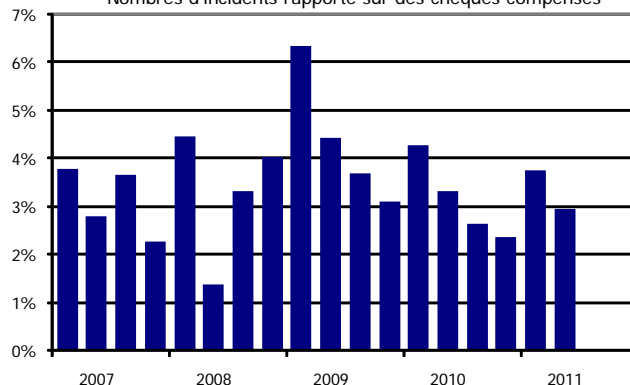
Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



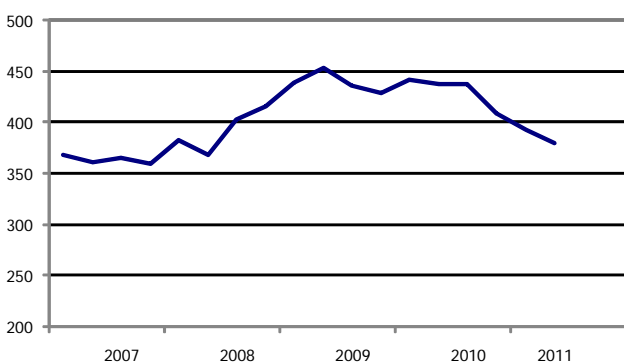
Incidents de paiements par chèques sur le trimestre (en nombre)



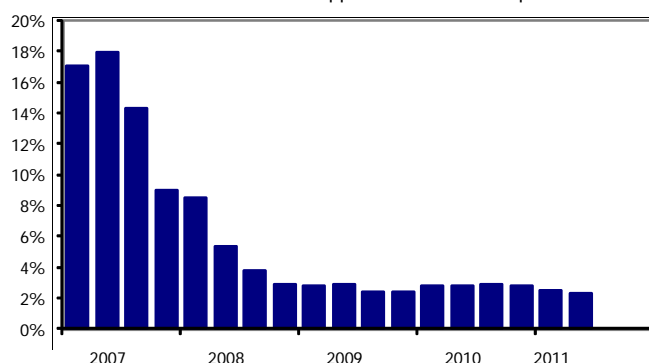
Taux de risques sur paiement par chèques



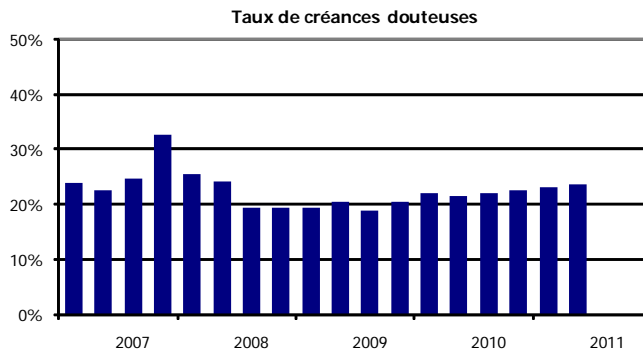
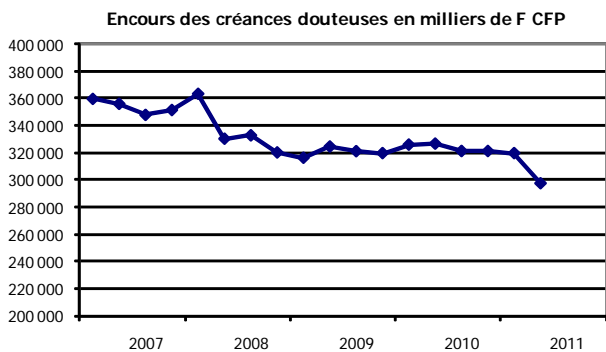
Personnes physiques en interdiction bancaire



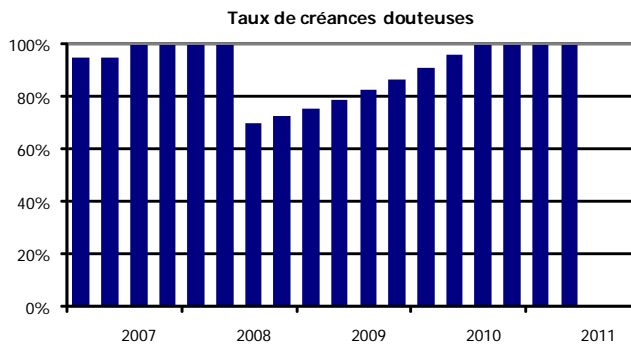
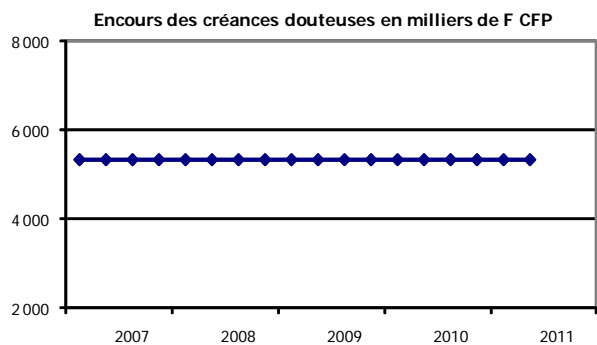
Taux de retrait de cartes bancaires



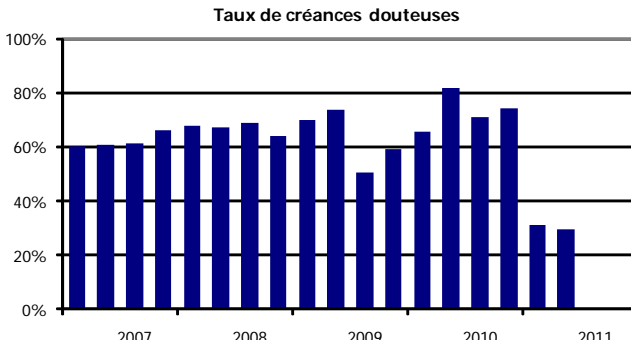
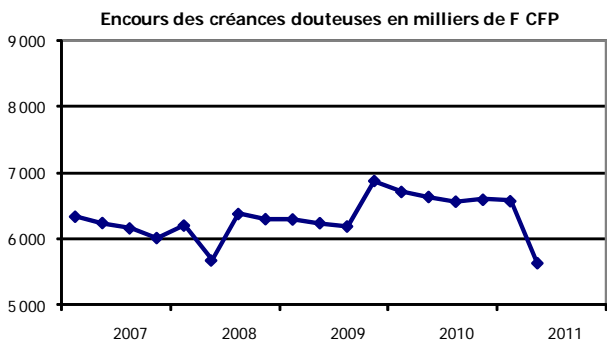
*La vulnérabilité des entreprises*



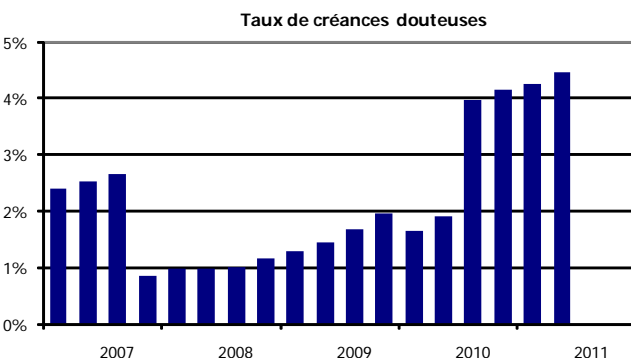
*Agriculture, élevage, pêche et aquaculture*



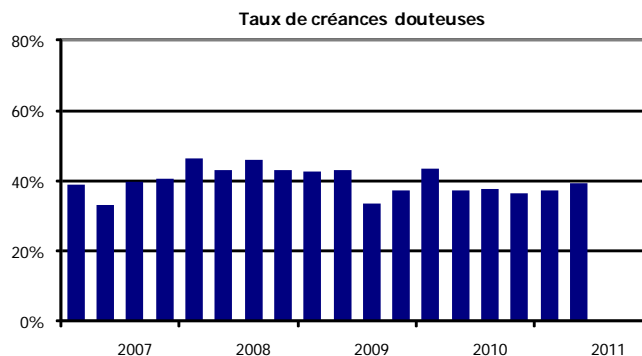
*Industries*



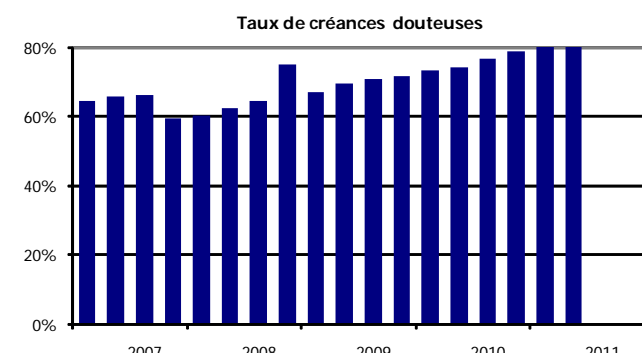
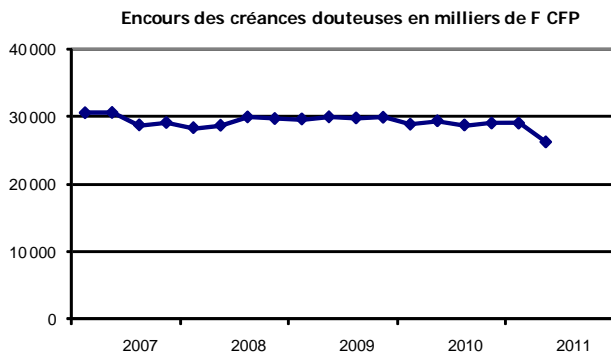
*Construction et BTP*



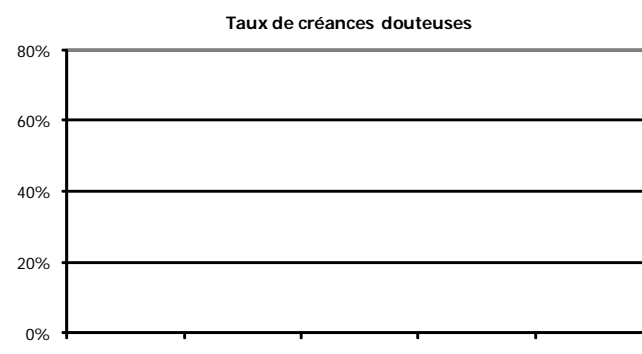
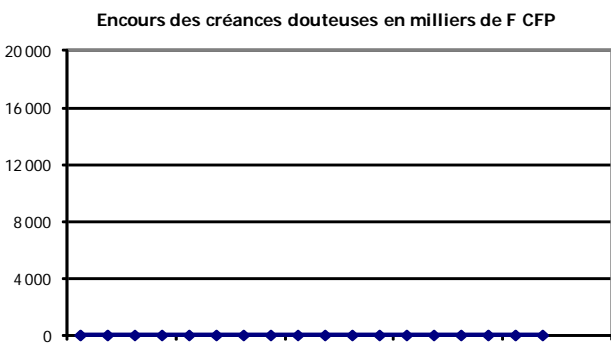
*Commerce*



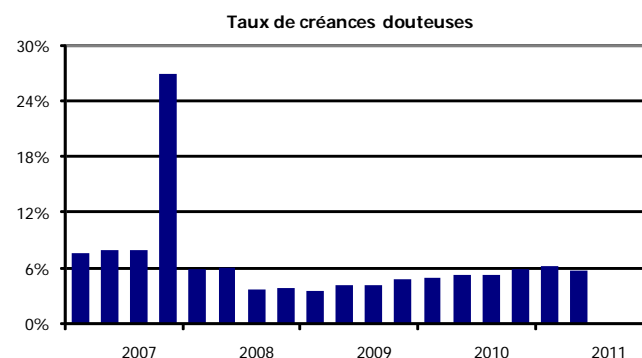
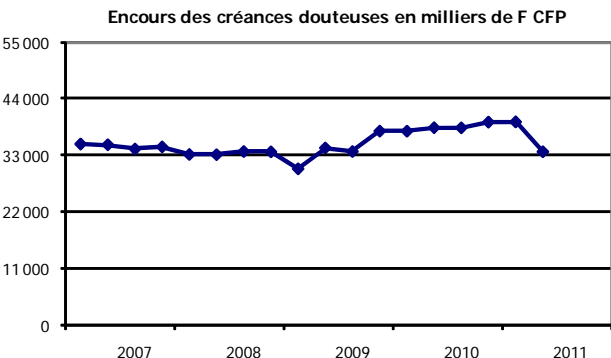
*Hôtels et restaurants*



*Transport et communication*



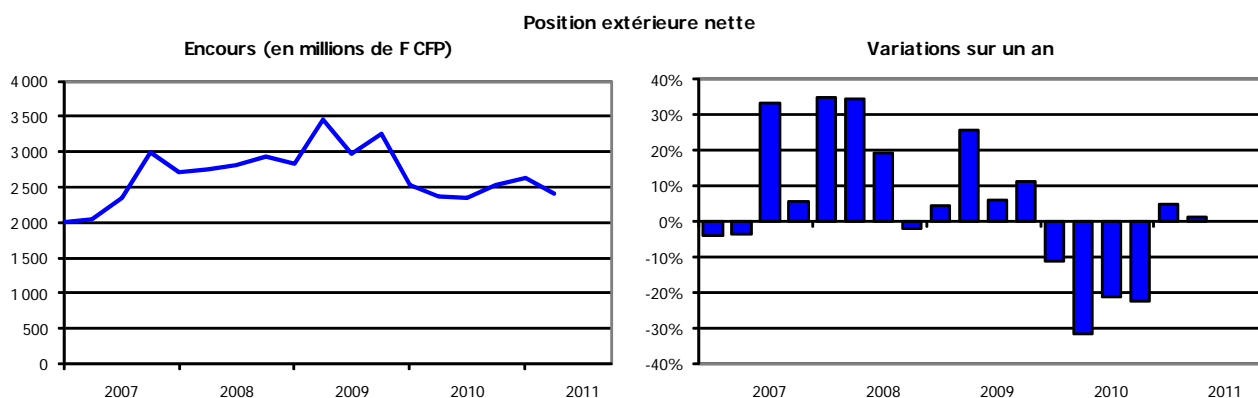
*Services*



## 6. Le financement des crédits bancaires

### L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

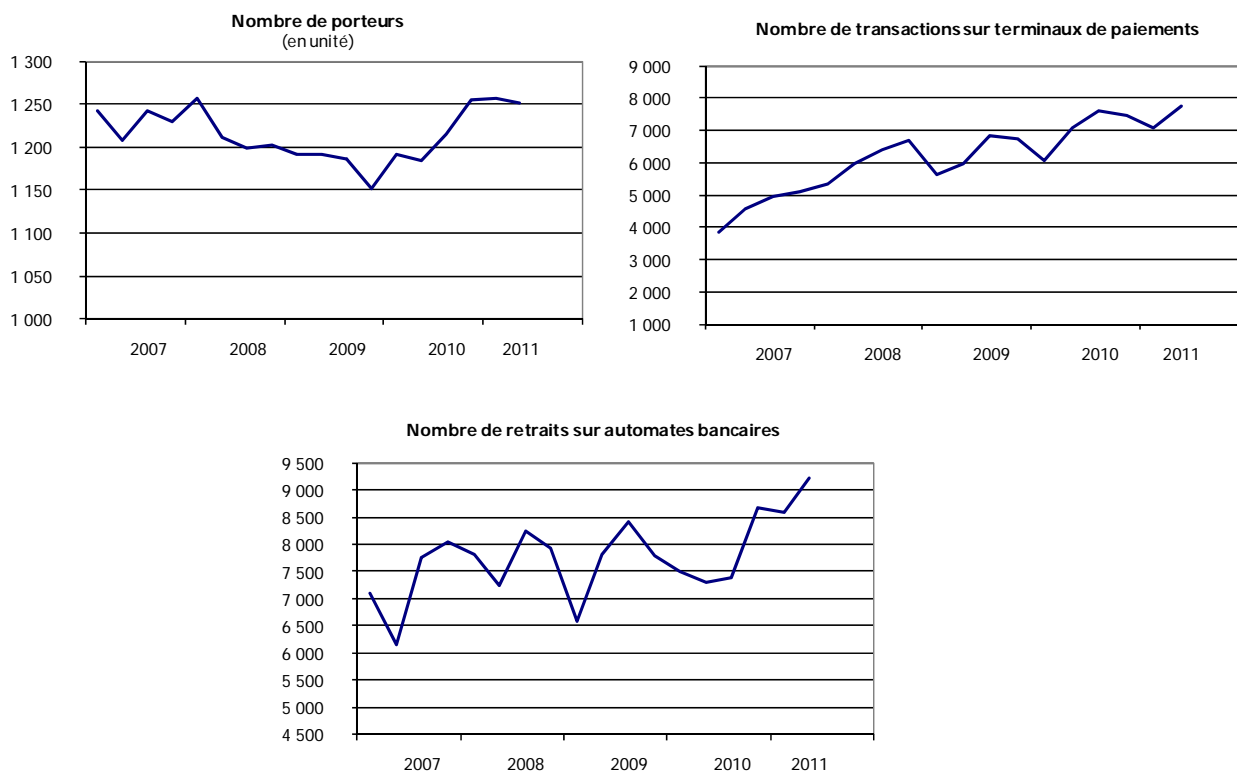
Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de F CFP								Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 499</b>	<b>4 336</b>	<b>5 108</b>	<b>3 652</b>	<b>3 702</b>	<b>3 981</b>	<b>4 080</b>	<b>3 797</b>	<b>-6,9%</b>	<b>4,0%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	69	0	52	51	0	0		
Crédits bruts	1 361	1 469	1 441	1 181	1 204	1 298	1 325	1 277	-3,6%	8,1%
Réserves obligatoires et libres	94	115	139	102	99	103	116	118	1,1%	15,1%
Position extérieure nette des EC	2 045	2 752	3 458	2 368	2 347	2 530	2 639	2 402	-9,0%	1,4%
<b>Ressources</b>	<b>3 499</b>	<b>4 336</b>	<b>5 107</b>	<b>3 651</b>	<b>3 702</b>	<b>3 981</b>	<b>4 080</b>	<b>3 797</b>	<b>-6,9%</b>	<b>4,0%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	2 707	3 605	4 407	2 971	3 024	3 300	3 373	3 114	-7,7%	4,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	681	701	700	678	678	680	683	682	-0,3%	0,5%
Excédent des opérations diverses des EC	111	30	0	2	0	0	23	1	-94,7%	-41,7%
Réescompte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		



## 7. La monétique et les échanges de valeurs

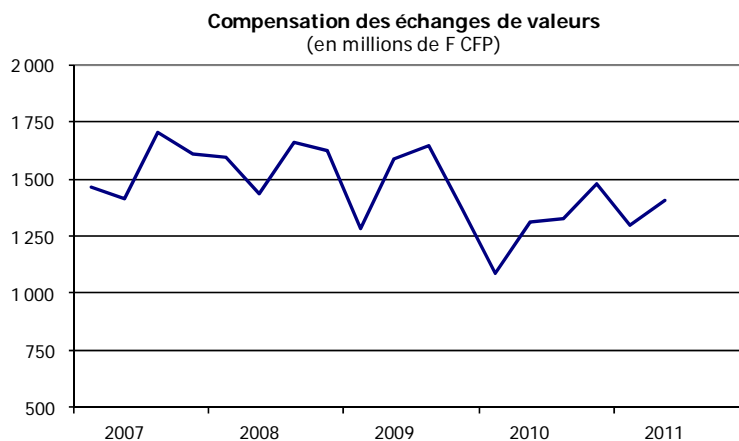
### 7.1 La monétique

Monétique									Variation	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>										
Carte bleue	1 208	1 211	1 192	1 185	1 215	1 255	1 256	1 251	-0,4%	5,6%
Carte Jade	0	0	0	-	-	-	-	-		
Cartes privatives	0	0	0	-	-	-	-	-		
Nombre de cartes	1 208	1 211	1 192	1 185	1 215	1 255	1 256	1 251	-0,4%	5,6%
<b>Terminal de paiements électronique</b>										
Nombre de TPE	28	30	32	34	36	35	24	39	62,5%	14,7%
Nombre de transactions	4 552	5 949	5 949	7 101	7 613	7 446	7 060	7 747	9,7%	9,1%
Montants (milliers de XPF)	123 012	144 438	151 882	178 692	198 705	192 221	168 000	197 487	17,6%	10,5%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	27	24	26	25	26	26	24	25	7,1%	1,3%
<b>Machines de traitement mécanique</b>										
Nombre de MTM	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	12	2	40	14	3	2	-	1	-	-
Montant (en milliers de XPF)	343	820	579	1 647	112	33	-	6	-	-
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	29	410	14	118	37	-	-	-	-	-
<b>Automates bancaires (DAB, GAB)</b>										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	6 159	7 231	7 820	7 292	7 383	8 662	8 598	9 228	7,3%	26,5%
Montants (milliers de XPF)	87 387	102 786	113 308	114 444	119 581	130 211	126 530	137 784	8,9%	20,4%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	14	14	14	16	16	15	15	15	1,5%	-4,9%



## 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variation	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>11 931</b>	<b>14 032</b>	<b>13 162</b>	<b>11 373</b>	<b>11 947</b>	<b>12 831</b>	<b>11 155</b>	<b>12 488</b>	<b>11,9%</b>	<b>9,8%</b>
Chèques	5 293	6 502	5 975	6 323	6 459	7 370	5 945	7 180	20,8%	13,6%
Virements	6 320	7 250	6 880	4 766	5 097	5 132	4 745	4 860	2,4%	2,0%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	318	280	307	284	391	329	465	448	-3,7%	57,7%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 416,7</b>	<b>1 436,7</b>	<b>1 589,3</b>	<b>1 314,4</b>	<b>1 325,0</b>	<b>1 481,1</b>	<b>1 296,2</b>	<b>1 406,4</b>	<b>8,5%</b>	<b>7,0%</b>
Chèques	702,1	709,7	931,4	799,5	877,2	1 056,8	785,4	976,9	24,4%	22,2%
Virements	710,0	718,0	653,0	510,2	422,2	412,9	500,1	402,7	-19,5%	-21,1%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	4,6	9,0	4,9	4,7	25,6	11,4	10,7	26,8	151,1%	470,1%





## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%	<b>0,38%</b>

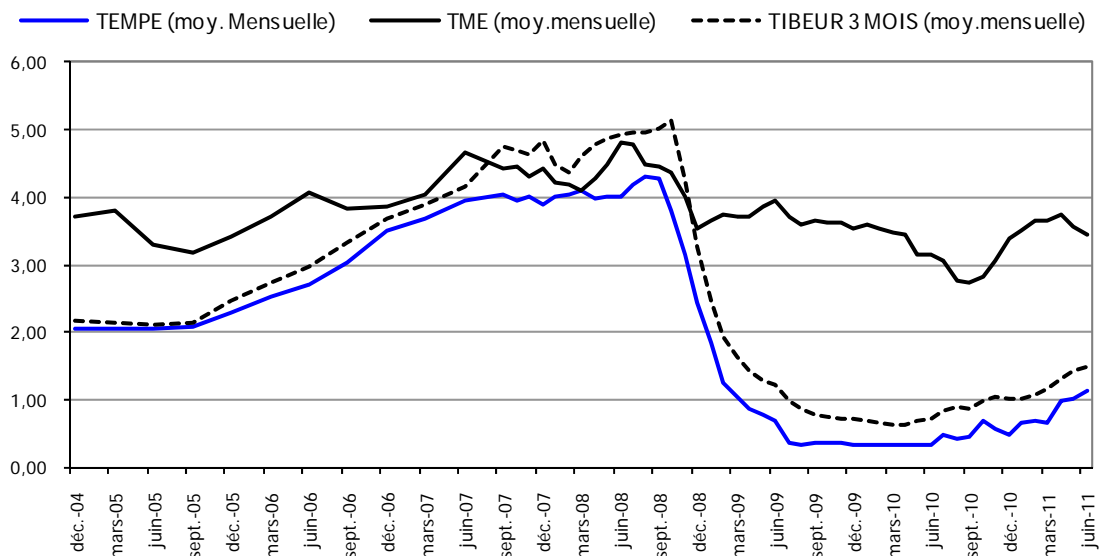
### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	3 <sup>e</sup> Trim. 2010	2 <sup>e</sup> Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011	2 <sup>e</sup> Trim. 2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)	<b>0,25% (1)</b>
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)	<b>2,00% (3)</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (2)	1,75% (2)	1,75% (2)	<b>2,00% (3)</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25% (2)	1,25% (2)	1,25% (2)	<b>1,25% (2)</b>
<i>Taux plafond</i>	4,00% (2)	4,00% (2)	4,00% (2)	<b>4,00% (2)</b>
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3,00% (4)	3,00% (4)	3,00% (4)	<b>3,00% (4)</b>
<i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	5,55 %-6,00% (5)	5,55 %-6,00% (5)	5,40%-5,85% (5)	<b>5,40%-5,85%(6)</b>

(1) à compter du 27/05/2010 (2) à compter du 19/05/2009 (3) à compter du 13/04/2011

(4) à compter du 01/08/1996 (5) à compter du 01/02/2011 (6) à compter du 01/04/2011

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

**8.4 Taux de l'usure**

**Prêts aux particuliers**

Seuils de l'usure	3 <sup>e</sup> Trim. 2010	4 <sup>e</sup> Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011	2 <sup>e</sup> Trim. 2011
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	6,09%	5,60%	5,51%	<b>5,61%</b>
- Prêts à taux variable	5,35%	5,05%	4,96%	<b>5,01%</b>
- Prêts à taux relais	5,96%	6,27%	5,88%	<b>5,99%</b>
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,15%	21,32%	21,31%	<b>21,47%</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,27%	19,32%	19,67%	<b>19,53%</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,61%	8,15%	7,77%	<b>8,03%</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en

**Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou**

Seuils de l'usure	3 <sup>e</sup> Trim. 2010	4 <sup>e</sup> Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011	2 <sup>e</sup> Trim. 2011
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%	9,05%	8,01%	9,12%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	4,99%	5,09%	4,97%	5,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,25%	5,79%	5,65%	5,77%
- Découverts en compte (2)	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,93%	5,60%	5,63%	5,65%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

**Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant**

Seuils de l'usure	3 <sup>e</sup> Trim. 2010	4 <sup>e</sup> Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011	2 <sup>e</sup> Trim. 2011
- Découverts en compte (3)	13,39%	13,59%	13,77%	<b>13,77%</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## Annexes méthodologiques

### 1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)</b>
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : N. de SEZE  
Responsable de la rédaction : M. Guy DELAMAIRE  
Editeur : IEOM  
Achévé d'imprimer : octobre 2011  
Dépôt légal : octobre 2011 - n° ISSN : 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA  
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA  
Territoire des îles Wallis et Futuna  
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03  
e-mail : [agence@ieomwf.fr](mailto:agence@ieomwf.fr)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)



## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03